

PHA5 - 5th People's Health Assembly

**Making "Health For All"
our struggle for "Buen Vivir"!**



PEOPLE'S HEALTH MOVEMENT | APRIL 2024 - MAR DEL PLATA, ARGENTINA

Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

Document d'appui APS5



Santé pour tous!

Mouvement Populaire pour la Santé



Santé pour tous!
Mouvement Populaire pour la Santé

Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

Document d'appui APS5

V9.1, 5/3/2024

Ce document de travail a été préparé pour servir de base de discussion lors de la cinquième Assemblée populaire pour la santé qui se tiendra à Mar del Plata, en Argentine, du 7 au 11 avril 2024. Il s'agit également du document de référence pour l'appel à l'action qui sera élaboré et approuvé au cours de l'Assemblée.

Contenu

Chapitre 1. L'introduction	1
Chapitre 2. La promesse non tenue de la santé pour tous SPT	2
Chapitre 3. Les obstacles à la réalisation du SPT sont enracinés dans les forces et les dynamiques du capitalisme transnational et de l'impérialisme	3
Chapitre 4. L'engagement de MPS : Construire un mouvement social mondial en faveur de la santé pour tous	14
Chapitre 5. Cartographie de l'ordre mondial contemporain	15
Chapitre 6. Futurs possibles : implications pour la lutte pour la santé	24
Chapitre 7. L'action des MPS : affronter le capitalisme et l'impérialisme	29

----ooooOOOOoooo----



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

Chapitre 1. Introduction

L'objectif de ce document est de présenter quelques idées clés concernant le rôle du capitalisme et de l'impérialisme dans la reproduction de la crise mondiale de la santé. Il est conçu comme un "outil de discussion" destiné à alimenter les débats de l'APS5, notamment autour de l'appel à l'action proposé.

Nous espérons que les participants à l'APS5 trouveront ce document utile lors des discussions en plénières, sous plénières et ateliers ainsi que lors des discussions informelles.

Dans les chapitres suivants, le document passe en revue

- les promesses non tenues de la santé pour tous,
- les obstacles découlant du capitalisme et de l'impérialisme à la réalisation de la santé pour tous,
- les engagements pris par MPS lors des précédentes Assemblées populaires de la santé pour faire face au capitalisme et à l'impérialisme, en tant qu'obstacles à la santé génésique et respiratoire,
- les éléments clés de l'ordre mondial contemporain ; ce qui doit changer,
- les futurs possibles, de la trajectoire désastreuse actuelle à des scénarios et possibilités plus optimistes, et
- formes d'action ; comment MPS pourrait se préparer au mieux à la prochaine période de lutte.

---ooooO000Ooooo---

Chapitre 2. La promesse non tenue de la santé pour tous

La santé pour tous en l'an 2000

La [Constitution de l'OMS](#) déclare que "la possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelles que soient sa race, sa religion, ses opinions politiques, sa condition économique ou sociale"¹.

Cet engagement a été réitéré dans la [résolution 30.43](#) (mai 1977) de [l'Assemblée populaire pour la santé](#), intitulée "La santé pour tous en l'an 2000" :

- *a déclaré que l'ampleur des problèmes de santé et la répartition inéquitable des ressources sanitaires dans le monde étaient intolérables ; et*
- *a décidé que le principal objectif social des gouvernements et de l'OMS dans les décennies à venir devrait être de permettre à tous les citoyens du monde d'atteindre, d'ici l'an 2000, un niveau de santé qui leur permette de mener une vie socialement et économiquement productive.*

Le AMS 30.43 a été suivi par la [Déclaration d'Alma-Ata](#) (en septembre 1978) qui a déclaré que les inégalités de santé existantes étaient "politiquement, socialement et économiquement inacceptables".

Une contribution essentielle de la Déclaration d'Alma-Ata a été la formulation des principes des soins de santé primaires, y compris la vision des praticiens de la santé travaillant avec leurs communautés pour s'attaquer aux conditions qui déterminent leur santé (voir [Newell 1975](#)).

¹. Cette affirmation du droit à la santé a été réitérée dans l'article 12 du [Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966](#).

Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

Alma-Ata a également déclaré que le développement économique et social, fondé sur un nouvel ordre économique international, était d'une importance fondamentale pour la réalisation de la santé pour tous et la réduction de l'écart entre l'état de santé des pays en développement et celui des pays développés (voir l'encadré 1 ci-dessous concernant le nouvel ordre économique international). (Voir l'[encadré 1 ci-dessous](#) concernant le nouvel ordre économique international).

La déclaration d'Alma Ata ne faisait aucune référence à la crise écologique émergente, mais depuis lors, des concepts tels que l'écosocialisme et le "Buen Vivir" ont pris de l'importance en tant que lignes directrices pour répondre au fossé qui se creuse dans les relations entre la société et la nature (voir [ci-dessous](#)).

Non-respect des objectifs de la santé pour tous

La santé pour tous n'a pas été atteinte en l'an 2000 (voir pourquoi [ci-dessous](#)). En effet, c'est en raison de l'incapacité de l'OMS à relever les défis sanitaires fondamentaux auxquels sont confrontées les communautés de base que les organisations de santé populaire ont convoqué la première Assemblée populaire pour la santé (distincte de l'Assemblée mondiale de la santé) en décembre 2000 (voir [la Charte des peuples pour la santé](#)).

En 2015, la promesse du SPT a été, dans une certaine mesure, reflétée dans les objectifs de développement durable des Nations unies, en particulier l'objectif 3. Toutefois, en septembre 2023, le [Forum politique de haut niveau des Nations unies sur le développement durable](#) a reconnu que.. :

La réalisation des ODD est en péril. À mi-parcours de l'Agenda 2030, nous sommes alarmés par le fait que les progrès réalisés pour la plupart des ODD sont soit beaucoup trop lents, soit en régression par rapport au niveau de référence de 2015. Notre monde est actuellement confronté à de nombreuses crises. Des années de progrès en matière de développement durable sont en train de s'inverser. Des millions de personnes sont tombées dans la pauvreté, la faim et la malnutrition sont de plus en plus répandues, les besoins humanitaires augmentent et les effets du changement climatique sont plus prononcés. Cette situation a conduit à une augmentation des inégalités, exacerbée par l'affaiblissement de la solidarité internationale et le manque de confiance pour surmonter ensemble ces crises.

En 2024, la vision de la SPT n'est toujours pas réalisée en ce qui concerne les soins de santé et la santé de la population.

Un rapport soumis au Conseil exécutif de l'OMS en janvier 2024 ([EB154/6](#)) a indiqué ce qui suit :

Malgré des améliorations jusqu'en 2015, les progrès en matière de couverture des services de santé essentiels se sont ralentis et ont stagné entre 2019 et 2021, tandis que les dépenses de santé catastrophiques n'ont cessé de s'aggraver entre 2000 et 2019. [...]

Au sein des pays, les difficultés financières étaient concentrées parmi les plus pauvres (les personnes vivant dans les ménages les moins aisés), principalement en raison des taux plus élevés de dépenses de santé non remboursées qui appauvrissent les populations. Les dépenses de santé catastrophiques sont plus fréquentes dans les ménages dont les membres sont plus âgés (60 ans ou plus). Les personnes vivant dans les zones rurales et les plus pauvres sont les moins susceptibles d'être entièrement couvertes par les services de santé essentiels et sont également confrontées à des taux plus élevés de difficultés financières.

Un autre rapport soumis au Conseil exécutif en janvier 2024 ([EB154/21](#)) a examiné l'absence de progrès dans la prise en compte des déterminants sociaux de la santé. Le rapport rappelle trois objectifs directeurs fixés par la Commission de l'OMS sur les déterminants sociaux de la santé en 2008. Il s'agit de réduire de moitié l'écart d'espérance de vie entre les pays et entre les groupes sociaux au



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

sein des pays, de réduire de moitié les taux de mortalité des adultes dans tous les pays et de réduire de 90 % et de 95 % la mortalité infantile et maternelle, respectivement.

Des progrès ont été réalisés par rapport aux trois objectifs, mais les taux d'amélioration actuels sont insuffisants pour atteindre les objectifs d'ici 2040. Les inégalités persistent entre les pays et, à l'intérieur des pays, lorsque les données sont disponibles, les tendances sont souvent déconcertantes. Les sous-groupes de population défavorisés, tels que ceux dont le statut socio-économique et le niveau d'éducation sont inférieurs et ceux qui sont victimes de discrimination raciale, vivent moins longtemps et en moins bonne santé.

----ooooOOOOoooo----

Chapitre 3. Les obstacles à la réalisation du SPT sont enracinés dans les forces et les dynamiques du capitalisme transnational et de l'impérialisme

Ce chapitre examine sept liens critiques entre la crise sanitaire et les rouages du capitalisme transnational et de l'impérialisme :

- l'aggravation des inégalités économiques,
- la crise budgétaire, l'austérité et la privatisation,
- les inégalités de genre au niveau mondial et les structures d'oppression intersectionnelles,
- des lois extrêmes sur la propriété intellectuelle qui imposent des barrières de prix à l'accès aux produits de santé et concentrent les priorités d'innovation sur les marchés rentables, plutôt que sur les besoins de la population,
- un mouvement mondial de privatisation des soins de santé, qui a des répercussions sur la qualité, l'efficacité et l'équité de l'accès,
- la dégradation de l'environnement, y compris le réchauffement climatique,
- des systèmes alimentaires conçus pour maximiser les profits des entreprises (au détriment des moyens de subsistance des petits agriculteurs, de la dégradation de l'environnement et de la santé des populations), et
- guerres et conflits, occupation et nettoyage ethnique, migrations forcées, régimes autoritaires.

Ces forces ne sont pas indépendantes les unes des autres. La pauvreté et les richesses obscènes s'entrecroisent avec tous les autres domaines. La crise budgétaire pousse les pays à s'endetter, ce qui est ensuite utilisé (par le FMI et d'autres institutions financières) pour mettre en œuvre de nouvelles politiques néolibérales. L'ajustement structurel imposé par la dette a contribué au remodelage des systèmes alimentaires. La dégradation de l'environnement est accélérée par les systèmes alimentaires capitalistes.

Pour comprendre la dynamique qui sous-tend ces forces, il faut reconnaître leur histoire dans le cadre du colonialisme direct, y compris l'esclavage et le génocide. (Voir plus loin la référence à ces histoires).

Les charges imposées par ces différentes pressions sont exacerbées par l'inégalité entre les sexes lorsque les difficultés rencontrées au niveau du ménage et de la communauté sont atténuées par le travail de reproduction sociale non rémunéré et invisible des femmes et des filles. [Oxfam \(2020\)](#) a estimé que le travail de soins non rémunéré des femmes représente 12,5 milliards d'heures par jour au niveau mondial, pour une valeur monétaire estimée à au moins 10,8 billions de dollars.



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

L'aggravation des inégalités économiques

Selon le rapport 2022 sur les inégalités dans le monde, au cours des deux dernières décennies :

L'écart entre les revenus moyens des 10 % de pays les plus riches et les revenus moyens des 50 % de pays les plus pauvres est passé d'environ 50x à un peu moins de 40x². Dans le même temps, les inégalités se sont considérablement accrues au sein des pays. L'écart entre les revenus moyens des 10 % d'individus les plus riches et des 50 % d'individus les plus pauvres au sein d'un même pays a presque doublé, passant de 8,5 fois à 15 fois.

L'inégalité économique a de nombreuses répercussions sur les conditions sociales d'une bonne santé : manque de nourriture, logement médiocre, absence d'infrastructures urbaines et rurales de base, et diverses expositions professionnelles. Parallèlement, les inégalités économiques ont un impact sur l'accès à des soins de santé décent. Pour des milliards de personnes, les frais de santé constituent un obstacle insurmontable à l'accès aux soins.

L'aggravation des inégalités économiques est une conséquence directe du fonctionnement du capitalisme du 21st siècle.

La combinaison d'un développement technologique rapide et d'un approvisionnement mondial, sous le contrôle d'énormes sociétés transnationales, a créé un décalage entre la capacité de production croissante nécessaire pour répondre à la demande mondiale et le besoin décroissant de main-d'œuvre (une "crise de surproduction"). En conséquence, de plus en plus de personnes sont au chômage, sous-employées ou occupent des emplois précaires et la part des salaires dans le revenu national continue de baisser (ce qui a pour conséquence supplémentaire de contribuer à la stagnation de la demande).

Parallèlement au ralentissement de la croissance économique, les bénéfices des grandes sociétés transnationales augmentent à mesure qu'elles déploient leur pouvoir de monopole pour intensifier l'exploitation des travailleurs et l'augmentation des prix à la consommation. Avec le ralentissement des investissements dans de nouvelles capacités de production mondiales, les profits croissants générés par les monopoles mondiaux se dirigent de plus en plus vers les marchés financiers (voir "financiarisation" ci-dessous). Cet afflux d'argent dans le secteur financier se traduit par des prêts aux ménages, aux petits agriculteurs et aux gouvernements, ce qui a pour effet de soutenir la poursuite de l'activité économique par le biais d'une consommation financée par l'endettement. Lorsque les ménages sont en difficulté (par exemple en raison d'une hausse des taux d'intérêt), ils perdent leurs actifs au profit des banques. Lorsque les gouvernements sont en difficulté, ils sont contraints, par les banques, d'imposer des mesures d'austérité.

Austérité et privatisation

Une deuxième voie par laquelle le capitalisme contemporain reproduit les inégalités en matière de santé est celle de la limitation des recettes fiscales et de son impact sur le financement public des soins de santé, des infrastructures et des services à la personne. Les facteurs contribuant à la limitation des recettes fiscales sont les suivants :

- les disciplines du FMI et des marchés financiers (menace de vente d'actions et de devises si les dépenses publiques sont jugées trop élevées),
- les taux d'imposition préférentiels exigés (extorqués) par les investisseurs étrangers,

². Il est probable que cette réduction reflète les performances économiques des pays BRICS plus. Voir [Tricontinental 2024 Partie V](#).

Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

- les défis posés par l'imposition de l'économie informelle, et
- l'évasion fiscale des entreprises et des riches.

En raison de recettes fiscales limitées, de nombreux gouvernements sont contraints de recourir à des prêts du secteur privé, ce qui conduit à des crises de la dette et à une austérité imposée lorsque les coûts du service de la dette dépassent les capacités des gouvernements, souvent en raison de la hausse des taux d'intérêt. Au cours des dernières années, avec la hausse des taux d'intérêt, le coût du service de la dette extérieure pour les pays en développement les plus pauvres a plus que triplé, passant de 26 milliards de dollars en 2012 à 89 milliards de dollars en 2022 ([Jomo 2024](#)).

L'austérité a un impact différent sur les hommes et les femmes, tant dans l'économie formelle, où les femmes représentent une part importante de la main-d'œuvre des services à la personne, que dans le monde du travail non rémunéré, où cette charge s'accroît en raison du déclin de la socialisation du travail de soins.

En raison des contraintes pesant sur l'investissement productif (associées à la crise de surproduction), le capital a exercé une pression croissante pour trouver de nouvelles possibilités de profit par le biais de la privatisation des services publics et des services à la personne, y compris les soins de santé. Les pays sont particulièrement vulnérables aux pressions visant à ouvrir les services publics et les services à la personne à la privatisation pendant les crises de la dette. Ces pressions proviennent de la Banque mondiale, des banques régionales de développement, du FMI et des marchés financiers, ainsi que des entreprises directement intéressées.

La privatisation est généralement mise en œuvre par le biais de la "marchandisation", qui consiste à créer des marchés artificiels afin de faire de la place aux prestataires privés. L'incitation au profit dans ces "marchés" conduit à une réduction des coûts et à une focalisation sur les consommateurs aisés. La réglementation de la qualité, de l'efficacité et de l'équité de la distribution dans de tels systèmes, bien que théoriquement réalisable, est en pratique impossible.

Privatisation des soins de santé

Dans de nombreux pays, la demande des citoyens pour des soins de santé publics, portée par le mouvement syndical, a été confrontée à des réponses politiques visant à préserver la prestation de soins de santé privés, financés par divers mélanges de paiement par l'utilisateur, de subventions publiques et de financement basé sur l'emploi.

Dans de nombreux pays, la première phase du développement de l'assurance maladie a consisté à mettre en place des régimes basés sur l'emploi pour les salariés à hauts revenus de l'armée, de la fonction publique ou des grandes entreprises. Au fur et à mesure que ces systèmes se développent, un marché mixte de l'assurance maladie apparaît, avec différents régimes destinés à différentes catégories de personnes, allant d'une couverture complète à une couverture minimaliste avec des paiements directs importants.

La pression populaire en faveur d'un financement plus équitable des soins de santé a généralement appelé à l'octroi de subventions publiques (ou à la fourniture de services publics), en particulier pour les personnes sans assurance maladie ou disposant d'une couverture très limitée. Dans certains pays à revenu élevé, des régimes nationaux de santé (ou d'assurance maladie) ont été mis en place avec succès, bien qu'ils soient constamment menacés de démantèlement et de privatisation. Cette pression est plus forte pendant les périodes d'austérité, mais le secteur financier privé continue de faire pression pour que ces régimes soient ouverts à la commercialisation et à la privatisation.

Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

Dans les pays du Sud³, la pression populaire en faveur d'un accès aux soins de santé financé par l'État a abouti à la déclaration d'Alma-Ata de 1978 sur les soins de santé primaires. Cependant, en l'espace de quelques années, la crise de la dette a explosé et, à partir des années 1980, les politiques d'ajustement structurel, menées par le FMI, la Banque mondiale et le secteur financier privé, ont maintenu une pression continue sur les pays du Sud pour réduire (ou cesser) le financement public des soins de santé.

Les pressions exercées par l'ajustement structurel ont pris des formes différentes selon les régions du Sud. En Amérique latine, on a assisté à un puissant assaut de capitaux privés en provenance d'Amérique du Nord, visant à reproduire le modèle des "organisations de maintien de la santé" prépayées et gérées par le secteur privé aux États-Unis ([Jasso-Aguilar et al. 2004](#)).

Les premières politiques d'ajustement structurel ignoraient totalement l'impact de ces politiques sur la santé des populations, mais la révolusion mondiale à l'égard de ces politiques (voir par exemple [UNICEF 1987](#)) a contraint la Banque mondiale à développer un récit plus sophistiqué dans lequel l'ajustement structurel était présenté comme une forme de promotion de la santé ([BM 1993](#)). Cette histoire s'est effondrée avec la crise du SIDA et la demande croissante d'une réponse appropriée en matière de soins de santé. La réponse initiale à la crise du SIDA était basée sur la philanthropie (défendue par Jeffery Sachs dans [OMS 2001](#)), mais au début des années 2000, les échecs de ce modèle étaient de plus en plus évidents et l'OMS était confrontée à de nouvelles pressions pour approuver le financement à payeur unique et la fourniture de soins de santé par le secteur public.

C'est dans ce contexte que la Fondation Rockefeller et la Banque mondiale ont lancé la campagne pour la "couverture sanitaire universelle", reprise avec enthousiasme par la directrice générale de l'OMS, Margaret Chan, et son successeur, le Dr Tedros.

Le concept de la santé universelle promet un soutien public pour le financement des soins de santé d'un "ensemble de prestations essentielles" à fournir par des prestataires de soins de santé publics, privés et bénévoles. En rupture apparente avec son soutien de longue date aux marchés concurrentiels de l'assurance maladie, la [Banque mondiale](#) soutient actuellement l'assurance maladie nationale à payeur unique pour les soins de santé primaires. Soutenir les soins de santé primaires par le biais de l'assurance maladie créerait une pression pour "autonomiser"⁴ les services de soins de santé primaires gérés par l'État et cultiverait la prestation de services mixtes (publics, volontaires, privés). (La Banque souhaiterait sans doute que les soins secondaires et tertiaires soient financés par un marché concurrentiel de l'assurance maladie).

Ce que le discours officiel sur la santé publique universelle ne dit pas, ce sont les modalités de financement des services "au-delà du paquet", qui doivent être fournis par un mélange d'organismes publics, bénévoles et privés, et financés vraisemblablement par une assurance maladie volontaire et concurrentielle. Cet environnement crée une pression supplémentaire en faveur de l'autonomisation des services gérés par l'État et, le moment venu, de leur corporatisation et de leur privatisation.

³. Dans le présent document, l'expression "Sud mondial" désigne les pays situés à la périphérie du système impérial mondial, les pays dont l'intégration dans le système capitaliste mondial se caractérise par la persistance d'échanges inégaux (voir "Impérialisme", ci-dessous). C'est un terme plus utile que "pays en développement", "pays à revenu faible et moyen" ou "tiers monde", mais l'utilisation du terme "Sud global" ne doit pas masquer les différences importantes dans la position de ces pays et régions par rapport au système impérial mondial.

⁴. Dans une publication de 2003 de la Banque mondiale (*Innovations in health service delivery : the corporatisation of public hospitals*), la Banque a décrit une séquence de réformes nécessaires des services de santé, allant de l'autonomisation à la privatisation, en passant par la corporatisation.



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

Ce qui est promis, sous la bannière de la santé publique universelle, est un modèle largement privatisé, qui comporte tous les inconvénients d'un tel système : inégalité dans la distribution et l'accès, niveaux élevés de paiements directs, absence d'assurance qualité et inefficacité administrative (voir [Legge 2021](#)). Grâce en partie à l'approbation du modèle Soins de santé universels par l'OMS, il est devenu un élément du paquet de politiques d'ajustement structurel et d'austérité, tant dans le Sud que dans le Nord.

Les pressions en faveur de la privatisation ne s'arrêtent pas là.

Oxfam International a documenté les dépenses, par les institutions européennes de financement du développement et le Groupe de la Banque mondiale, de centaines de millions de dollars dans des hôpitaux coûteux à but lucratif dans le Sud global qui empêchent les patients d'obtenir des soins, ou les mettent en faillite, certains allant même jusqu'à emprisonner les patients qui ne peuvent pas payer leurs factures ([Marriott 2023](#)).

Dans de nombreux pays du Sud, les gouvernements encouragent également le développement des exportateurs de soins de santé du secteur privé, y compris le tourisme médical et les services médicaux transfrontaliers. Ce modèle détourne un personnel de santé limité vers la fourniture de services à des personnes fortunées d'autres pays, afin de générer des recettes d'exportation pour la balance commerciale nationale.

La taxation et la réglementation du commerce électronique, y compris le commerce de la santé numérique, font actuellement l'objet d'un débat âprement disputé. Les pays du Sud réclament le droit de taxer ces échanges transfrontaliers, tandis que les grandes entreprises technologiques, soutenues par les pays du Nord, font pression pour les libéraliser.

Le berceau du secteur privé des soins de santé - les États-Unis - démontre les nombreuses façons dont la privatisation porte atteinte à l'efficacité (mauvaise répartition des ressources et coûts astronomiques), à l'accès et à la qualité des soins (qui dépendent du prix) et à la protection financière (avec un risque d'appauvrissement médical pour de vastes pans de la population).

Les réalisations des soins de santé cubains, y compris la contribution des médecins cubains aux soins de santé dans le monde, offrent une comparaison frappante avec la honte des soins de santé américains. La poursuite du blocus illégal de Cuba vise à saboter le modèle cubain en général, y compris les soins de santé cubains, afin d'éteindre la lumière qu'il projette sur le modèle privatisé américain.

Les inégalités de genre dans le monde et les intersections de l'oppression

Les inégalités de genre dans le monde et les intersections de l'oppression

Selon le [rapport mondial sur les inégalités de genre 2023](#), aucun pays au monde n'a atteint la parité complète entre les hommes et les femmes, mais les tendances et les préoccupations varient selon les régions géographiques. Le temps nécessaire pour atteindre la parité est actuellement estimé à 131 ans, compte tenu de l'évolution des écarts entre les hommes et les femmes sur le marché du travail mondial.

En outre, le rapport notifie,

“Au rythme actuel de progression sur la période 2006-2023, il faudra 162 ans pour combler l'écart entre les sexes en matière d'autonomisation politique, 169 ans pour l'écart en matière de participation et d'opportunités économiques, et 16 ans pour l'écart en matière de niveau



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

d'éducation. Le temps nécessaire pour combler l'écart entre les hommes et les femmes en matière de santé et de survie reste indéterminé".

L'aggravation des inégalités économiques se nourrit de formes de discrimination et de pratiques sexistes. L'impératif de rentabilité et les politiques néolibérales bien ancrées ont joué un rôle dans l'organisation des normes oppressives systémiques qui sont à la fois sexistes et raciales. Dans la chaîne d'approvisionnement mondiale du travail de soins, la nouvelle division du travail prend insidieusement forme lorsque nous voyons le déplacement racialisé des formes de travail social et reproductif sur les femmes migrantes ([Salem 2019](#)). Les systèmes intersectionnels d'oppression doivent être mis en avant aujourd'hui dans notre analyse pour voir les résultats inégaux des soi-disant "gains du capitalisme" pour les femmes du monde entier. Alors que nous assistons à un récit dominant préoccupé par les réalisations individuelles, le symbolisme libéral et la représentation culturelle, l'échec du modèle d'"autonomisation" a été remis en question par les analystes féministes. L'exemple américain de la chute de Roe v Wade est un moment d'enseignement flagrant pour s'engager de manière critique dans le complexe industriel féministe ([Alter 2022](#)). Il est essentiel de renouveler les engagements concertés avec les institutions juridiques et politiques afin d'exposer les luttes pour la justice en matière de genre, de société et de procréation.

Actuellement, nous assistons à l'exploitation par les entreprises des luttes féministes et queer par le biais d'un marketing stratégique et d'une inclusion superficielle de leurs agendas, tout en effaçant les origines anticapitalistes et anticorporatives des mouvements historiques de libération féministe et queer. Par exemple, le "capitalisme arc-en-ciel" est particulièrement mis en avant pendant le Mois des Fiertés, éclipsant les dommages continus infligés par les entreprises aux communautés opprimées par le genre. Ces entreprises promeuvent agressivement le consumérisme comme une forme d'activisme.

Le capitalisme a pris en compte les considérations historiques du sexisme et du racisme systémiques comme des stratégies efficaces d'accumulation ; et il est bien établi que le féminisme envisage depuis longtemps un monde libre de toute forme d'exploitation basée sur le genre, la classe, l'ethnicité et le revenu, ce qui ne s'aligne pas sur le modèle de "croissance économique lucrative" ([Aschoff 2019](#)).

En outre, nous sommes également confrontés au problème de l'impitoyable "pinkwashing" de la guerre et de la militarisation. Les conceptions impérialistes instrumentalisent l'outil de l'égalité des sexes pour promouvoir un programme raciste, patriarcal et militariste. De nombreux mouvements féministes et pacifistes ont demandé que cette question soit examinée plus avant ([Wright 2023](#)).

Des lois extrêmes en matière de propriété intellectuelle

Avant la création de l'accord ADPIC de 1994, qui a établi un régime mondial de propriété intellectuelle, les pays adoptaient des régimes nationaux de propriété intellectuelle en fonction de leur situation. L'industrie pharmaceutique transnationale ("Big Pharma") était à l'avant-garde du développement de l'Accord sur les ADPIC, sous la houlette de Pfizer ([Drahos et Braithwaite 2004](#)). Le régime mondial a été renforcé par un réseau d'accords commerciaux bilatéraux et plurilatéraux qui ont incorporé les dispositions de l'Accord sur les ADPIC plus.

Les grandes sociétés pharmaceutiques affirment que la fixation de prix monopolistiques pendant la période de protection de la propriété intellectuelle est nécessaire pour générer des fonds pour l'innovation. Cette affirmation pose plusieurs problèmes : premièrement, une grande partie de la recherche fondamentale et du développement est financée par des fonds publics, puis cédée à des

Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

entités privées ; deuxièmement, les laboratoires pharmaceutiques dépensent davantage en marketing (y compris pour encourager la prescription excessive) qu'en innovation ; troisièmement, par le biais des dividendes et des rachats d'actions, les laboratoires pharmaceutiques rapportent plus à leurs actionnaires (généralement les grandes sociétés financières) que tous les autres secteurs industriels ; et quatrièmement, ce modèle oriente les investissements vers l'innovation dans des secteurs de marché rentables, au lieu de donner la priorité aux besoins de la population.

L'expérience Covid

Le refus des laboratoires pharmaceutiques d'assouplir leurs droits de propriété intellectuelle, même lorsqu'un tel assouplissement aurait des effets bénéfiques importants sur la santé publique (et lorsque la recherche fondamentale avait été financée par des fonds publics), a été l'une des caractéristiques de la pandémie de Covid. Les pays développés, en particulier l'Europe, le Royaume-Uni et les États-Unis, ont constamment œuvré pour soutenir les profits des laboratoires pharmaceutiques plutôt que la santé publique.

Au cours des premiers mois de la pandémie, l'OMS a proposé le Covid Technology Access Pool (C-TAP), qui aurait permis aux détenteurs de brevets de partager leur propriété intellectuelle afin d'augmenter rapidement la production de technologies émergentes. La proposition du C-TAP a été critiquée par l'industrie pharmaceutique et n'a pas été soutenue par les pays développés. L'OMS a également proposé des essais de vaccins de solidarité qui auraient permis des comparaisons directes de différents vaccins dans le cadre d'essais conçus et gérés de manière indépendante. Là encore, cette proposition a été boycottée.

Au lieu de cela, l'OMS a été contrainte de rejoindre l'ACT-Accelerator (Access to Covid-19 Tools Accelerator), créé sous la forme d'un partenariat public-privé multipartite. Ce partenariat incluait Covax, qui était censé mobiliser des fonds pour assurer un accès équitable aux vaccins au fur et à mesure de leur disponibilité (les vaccins étant considérés comme un "bien public"). Les promesses de Covax n'ont pas été tenues et des inégalités flagrantes dans l'approvisionnement sont apparues en raison des achats anticipés massifs par les pays riches et du sous-financement de Covax. La construction de Covax en tant que "partenariat public-privé multipartite", bien au-delà de la portée de l'Assemblée populaire pour la santé (où tous les pays ont voix au chapitre), a contribué à son manque d'engagement et de responsabilité vis-à-vis des "bénéficiaires" proposés (les gouvernements des pays à faible revenu).

La [proposition](#) indienne et sud-africaine de [dérogação aux ADPIC](#) aurait déployé les dispositions de l'accord ADPIC pour permettre l'augmentation de la production mondiale de produits de santé liés aux Covid. Les pays riches se sont fermement opposés à cette proposition au sein de l'OMC et toute disposition similaire dans le "traité sur les pandémies" annoncé a également fait l'objet d'une résistance farouche.

Les obstacles à l'accès associés aux droits de propriété intellectuelle extrêmes (prix monopolistiques et priorités de R&D faussées) ont été une source récurrente de conflit entre le Nord et le Sud, au sein des organes directeurs de l'OMS (voir [les liens vers les débats des organes directeurs](#)).

L'un des thèmes les plus radicaux de ce débat est la possibilité de [dissocier le](#) financement de la R&D des bénéfices générés par les prix élevés protégés par les droits de propriété intellectuelle. Dans le régime actuel, le coût de l'innovation dans le secteur privé est supporté par les consommateurs et les assureurs par le biais des prix élevés protégés par les droits de propriété intellectuelle. Une autre solution consisterait à financer directement la R&D, par des fonds publics, puis à permettre l'octroi de



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

licences ouvertes afin que les prix facturés aux consommateurs et aux assureurs puissent être ramenés aux coûts réels de production. Le financement public de la R&D permettrait également d'orienter l'allocation des fonds d'innovation en fonction des priorités de santé publique.

Une protection extrême de la propriété intellectuelle comme obstacle au partage des technologies de manière plus générale

La protection extrême de la propriété intellectuelle joue un rôle beaucoup plus large que celui d'obstacle à l'accès aux produits de santé. L'utilisation d'une protection extrême de la propriété intellectuelle par le Nord pour empêcher le transfert de technologies vers le Sud est un mécanisme clé pour maintenir des relations commerciales asymétriques entre ces groupes de pays. Pour une étude de cas claire, voir l'analyse de [Kwa et Lunenburg de 2018](#) intitulée "*US' Section 301 Actions : Why They are Illegitimate and Misguided*".

Le soutien au transfert de technologies a été un élément clé des débats sur le "droit au développement" (voir [Cheru 2015](#)) et sur l'atténuation et l'adaptation au réchauffement climatique.

En raison de l'accès asymétrique aux technologies modernes, les termes de l'échange des pays en développement continuent de se détériorer. Alors que les exportations de produits de base des pays en développement sont compétitives en termes de prix, les produits à forte intensité technologique, exportés du Nord, sont protégés de la concurrence par des prix monopolistiques et une commercialisation intensive. La baisse des termes de l'échange fait référence au fait que les exportateurs de produits de base doivent continuer à augmenter le volume de leurs exportations pour compenser la baisse des prix à l'exportation par rapport aux prix pratiqués pour les importations (à forte intensité technologique). (Voir [Hickel et al 2021](#) sur l'échange inégal).

La Chine est une exception car elle a réussi à surmonter les obstacles au développement technologique. Cela est dû en partie à la planification économique à grande échelle et aux investissements considérables dans l'éducation et la recherche associés à son régime politique capitaliste d'État.

N'ayant pas réussi à empêcher le développement des capacités technologiques de la Chine, les États-Unis et leurs alliés ont cherché à contenir le développement de son économie, comme dans le cas de l'électronique Huawei. Plus grave encore, après 40 ans de libéralisation du commerce, les États-Unis ont repris les droits de douane et les quotas pour entraver les exportations chinoises. Dans le cadre de leur guerre commerciale contre la Chine, les États-Unis ont jugé nécessaire de saboter les mécanismes de règlement des différends de l'OMC afin d'empêcher les décisions de règlement des différends qui confirmeraient que leur utilisation des droits de douane et des quotas pour entraver les exportations chinoises est interdite par les règles de l'OMC ([Voon 2023](#)).

Réchauffement climatique et crise écologique

La menace de réchauffement climatique associée à l'augmentation des émissions de CO₂ (et de méthane) est bien comprise par la communauté scientifique depuis plus de 50 ans.

Au cours des 20 dernières années, les conséquences du réchauffement climatique sont devenues de plus en plus évidentes en termes d'incendies de forêt, d'inondations, de sécheresses et de tempêtes. Les conséquences pour les populations sont la faim, le stress thermique, les déplacements de population et les conflits. Les points de basculement imminents, tels que le ralentissement du Gulf Stream (et le gel de l'Europe), le dégel de la toundra arctique (et la libération de tonnes de méthane) et

Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

la perte de la plate-forme glaciaire de l'Antarctique occidental (et l'élévation de plusieurs mètres du niveau de la mer), menacent de provoquer encore plus de bouleversements.

L'absence de solidarité Nord-Sud, évidente lors de la pandémie de Covid, a été éclipsée par les communautés fermées de la richesse dans le Nord global et par les murs frontaliers et les refoulements de bateaux destinés à stopper le flux de réfugiés et de demandeurs d'asile. De même, les gouvernements des pays riches ont refusé de transférer des fonds et des technologies pour l'atténuation et l'adaptation dans le Sud.

Les industries des combustibles fossiles ont lutté contre la science du climat et contre les accords d'atténuation et d'adaptation. Elles ont été soutenues en cela par les gouvernements des pays du Nord, même si ces derniers se sont contentés d'accepter la nécessité d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter. Pour les élites des entreprises du Nord, les privilèges de la richesse et les flux de profits continus associés au "business as usual" l'emportent sur les arguments en faveur d'une action urgente contre le changement climatique.

Crise écologique

Marx a utilisé le terme de "[faille métabolique](#)" pour décrire comment, avec l'urbanisation, les nutriments transportés de la campagne à la ville (comme nourriture pour les travailleurs urbains) n'étaient pas restitués au sol mais déversés dans les rivières qui traversent les villes. Ces dernières années, le champ d'application de ce terme s'est élargi pour inclure les façons dont les extractions et les rejets, depuis et vers l'environnement, éloignent les cycles et les rythmes de la nature des régimes qui soutiennent l'habitation humaine (qui sont stables en ce qui concerne les conditions de la vie humaine) vers de nouveaux régimes qui menacent d'être littéralement *insupportables*.

Au cours des 200 dernières années, l'ampleur de ces extractions et rejets a augmenté de manière exponentielle, sous l'impulsion de la recherche du profit et de l'accumulation du capital. Alors même que le monde reconnaît la menace existentielle qui pèse sur l'habitat humain, la dépendance du système capitaliste à l'égard d'une croissance continue a empêché la mise en œuvre de politiques efficaces pour gérer le réchauffement climatique ou la perte de biodiversité.

Parmi les nombreuses facettes de la crise écologique, la perte mondiale d'insectes est l'une des plus critiques et des moins prioritaires. L'agriculture intensive est le principal moteur du déclin des populations d'insectes, notamment en raison de l'utilisation massive de pesticides. L'urbanisation et le changement climatique sont également des facteurs importants. Outre la disparition d'espèces individuelles (y compris d'insectes), la perte d'écosystèmes entiers se poursuit en parallèle, notamment les forêts d'Amazonie (pour la culture du soja) et de Bornéo (pour l'huile de palme), ainsi que la perte d'écosystèmes marins due au réchauffement climatique et à la surpêche (subventionnée).

La disparition des écosystèmes forestiers s'accompagne d'un empiètement croissant de l'homme sur les forêts et de diverses espèces vivant dans les forêts sur les établissements humains. Ebola et Covid illustrent tous deux la menace associée à l'exposition accrue de l'homme aux virus zoonotiques en raison de ces empiètements.

Les coûts et les bénéfices de l'élargissement du fossé écologique ne sont pas partagés de manière égale ([Hickel 2020](#)). Les communautés qui ont le moins contribué à la dégradation écologique sont généralement celles qui sont les plus menacées par les forces industrielles d'extraction et de rejet (telles que l'exploitation minière, la déforestation, les barrages, les risques professionnels) ainsi que

Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

par les conséquences de cette dégradation environnementale (réchauffement climatique, pandémies, pollution de l'air, etc.)

Pour répondre à la crise écologique, il faut s'attaquer au capitalisme et à la dégradation de l'environnement motivée par le profit, aux relations néocoloniales qui sont déployées pour protéger ces forces, et aux forces plus larges de l'impérialisme qui déploient leur puissance financière, diplomatique et militaire pour créer le régime plus large qui accueille cette dégradation.

Le mouvement de rassemblement derrière la philosophie du "*Buen Vivir*" (voir [ci-dessous](#)) souligne la nécessité de reconnaître les droits inhérents des autres enfants de la Terre mère, en dehors de leur "utilité" pour les humains. La vision anthropocentrique qui valorise le "reste de la nature" pour ses avantages pour les humains (et le capitalisme) est à l'origine de la crise écologique actuelle ; elle ne peut pas faire partie de la solution.

Réduire et réorienter la croissance économique

Il est évident que l'augmentation continue de la production matérielle de l'économie mondiale n'est pas durable. Cependant, le slogan "décroissance" soulève d'autres questions.

- Quels sont les moteurs de la croissance économique et que faudra-t-il faire pour parvenir à la décroissance au niveau mondial ?
- Comment gérer la décroissance dans les sociétés à haut rendement du Nord tout en facilitant la croissance économique nécessaire pour garantir le "droit au développement" dans le Sud ? Comment faire en sorte que la croissance économique continue dans le Sud soit structurée autour des besoins humains plutôt que du profit privé ?

La croissance économique est inscrite dans l'ADN du capitalisme. Les moteurs qui s'appliquent à l'entrepreneur, au dirigeant d'entreprise ou à l'actionnaire passif varient en fonction du contexte, mais se combinent pour stimuler la croissance et externaliser les coûts dans la mesure du possible. Les moteurs du capitaliste sont complétés par les intérêts des gouvernements, pour qui la croissance économique se traduit par une capacité fiscale et des opportunités électorales, et par ceux des travailleurs, pour qui la croissance économique est synonyme de sécurité de l'emploi et peut-être d'augmentation de salaire.

La croissance économique n'est pas une conséquence du fétichisme du PIB. Les faiblesses du PIB en tant qu'indicateur du bien-être de la société sont bien connues ; il accorde un poids égal et positif aux activités socialement nuisibles et à celles qui sont socialement bénéfiques. Pour certains (voir par exemple le [Conseil de l'OMS sur l'économie de la santé pour tous](#)), il est nécessaire d'améliorer les indicateurs de progrès social (indice de développement humain, indice du bonheur national brut, etc.) Ces propositions suggèrent généralement que la poursuite rapace de la croissance économique par le capitalisme est la conséquence d'une simple erreur, à savoir l'utilisation d'un mauvais indicateur pour orienter les politiques publiques.

En réalité, la causalité va dans la direction opposée. La raison pour laquelle le PIB domine le débat économique est qu'il prédit les opportunités de profit pour les capitalistes ; piloter l'économie en fonction du PIB, c'est en fait piloter l'économie pour maximiser le profit privé. Les "indicateurs de bien-être" ne pourront guider l'élaboration des politiques nationales que lorsque le pouvoir du capital sur les politiques sera supprimé.

Une croissance réduite et réorientée (débit matériel) est incompatible avec le capitalisme. Elle nécessite une planification économique démocratiquement responsable, c'est-à-dire le socialisme.



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

Pour qu'une telle planification économique répare correctement la fracture métabolique, il faut un écosocialisme. (Voir [plus loin](#)).

Une croissance économique circonscrite pour garantir le droit au développement, dans le contexte de la réduction progressive de la croissance globale, nécessitera une planification économique démocratiquement responsable avec un fort ancrage culturel des droits, de l'équité, de la solidarité et de la communauté ([van Woerden et al 2023](#)).

Des systèmes alimentaires conçus pour maximiser les profits des entreprises plutôt que pour répondre aux besoins humains

Les systèmes alimentaires mondiaux ne relèvent pas le défi de la nutrition

Dans un rapport soumis au Conseil exécutif de l'OMS en janvier 2024 ([EB154/22](#)), l'absence de progrès dans la réalisation des objectifs nutritionnels pour les femmes et les enfants est soulignée.

Retard de croissance. Le retard de croissance chez l'enfant a diminué régulièrement à un rythme de 1,7 % par an, passant de 26,3 % en 2012 à 22,3 % en 2022. Si ce taux de diminution se poursuit jusqu'en 2025, le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance sera de 138,5 millions, soit un excédent prévu de 31,5 millions d'enfants souffrant d'un retard de croissance d'ici 2025, par rapport à l'objectif de 107 millions.

L'anémie. Entre 2012 et 2019, la prévalence mondiale de l'anémie chez les femmes en âge de procréer est passée de 28,5 % à 29,9 %. Si les tendances actuelles ne sont pas inversées, 31,3 % des femmes en âge de procréer seront encore touchées par l'anémie en 2025. [En 2019, la région de l'Asie du Sud-Est représentait 42,8 % de tous les cas d'anémie chez les femmes en âge de procréer et la région africaine 18,5 %.

Faible poids à la naissance. La prévalence de l'insuffisance pondérale chez les nouveau-nés a légèrement diminué, passant de 15,0 % en 2012 à 14,7 % en 2020. [En 2020, les régions de l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique représenteront plus de la moitié des bébés présentant un faible poids à la naissance, avec respectivement 39,8 % et 26,8 % des cas. Sur les 157 pays disposant de données suffisantes, 11 sont en passe d'atteindre l'objectif de 2025.

Surcharge pondérale. La prévalence mondiale de la surcharge pondérale chez les enfants a légèrement augmenté, passant de 5,5 % en 2012 à 5,6 % en 2022, et devrait rester à 5,6 % en 2025. [...] La région des Amériques a observé une augmentation de 7,8 % en 2012 à 8,5 % en 2022, et dans la région du Pacifique occidental, le chiffre est passé de 6,3 % en 2012 à 8,1 % en 2022.

L'émaciation. L'émaciation chez les enfants a diminué, passant de 7,5 % en 2012 à 6,8 % en 2022. [Plus de la moitié des enfants souffrant d'émaciation vivent dans la région de l'Asie du Sud-Est (53,8 %), suivie de la région africaine (22,3 %) et de la région de la Méditerranée orientale (13,9 %).

Malgré les grandes promesses de leurs leaders philanthropiques, les régimes alimentaires en vigueur dans le monde n'ont pas réussi à résoudre le problème de la malnutrition contemporaine. Les causes sont multiples : la pauvreté, le réchauffement climatique, les conflits et le capitalisme (qui contribuent à ces autres causes plus spécifiques).



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

Le développement des régimes alimentaires contemporains a été étroitement lié au développement du capitalisme

Les "enclosures" ont constitué une étape clé dans le développement du capitalisme en Angleterre et ont tracé la voie de l'exploitation qu'il emprunterait par le biais du colonialisme dans le monde entier. Les paysans se sont vu refuser l'accès à ce qui avait été une terre commune. Face à la famine, nombre d'entre eux ont migré vers les villes, où ils ont fourni de la main-d'œuvre au capitalisme naissant. La production de viande permise par le pâturage des terres communales alimente les villes et la production de laine alimente les filatures.

Des relations similaires ont été recrées sous le **colonialisme**, lorsque les colonies ont été empêchées de produire, de sorte qu'elles ont été obligées d'importer des produits manufacturés métropolitains, tout en fournissant de la nourriture à la main-d'œuvre métropolitaine et des matières premières à la production métropolitaine. C'est sous le colonialisme que les premières sociétés agroalimentaires se sont développées.

La **révolution verte** du milieu du vingtième siècle a permis d'améliorer la productivité et d'augmenter la production. Elle a également accru la dépendance des agriculteurs à l'égard des semences, des engrais, des pesticides et de la dette (et a permis la croissance des fournisseurs transnationaux de ces intrants). La révolution verte a favorisé la monoculture sur de vastes surfaces, dépendante des combustibles fossiles, au détriment des petites exploitations familiales, et a favorisé l'exode urbain, qui s'est traduit par une main-d'œuvre bon marché et de vastes zones d'habitat informel dans les villes. La révolution verte a encore creusé le fossé métabolique.

Le piège de la dette a été créé par des prêts bon marché dans les années 1970 et s'est refermé avec les hausses de taux d'intérêt du début des années 1980. La crise de la dette qui a suivi a permis au FMI et aux gouvernements du Nord d'exercer un pouvoir accru sur les pays en développement par le biais de l'ajustement structurel. Cet ensemble de politiques combinait : la dévaluation de la monnaie nationale (afin de faire baisser les prix des produits exportés et de gagner des devises fortes pour payer les dettes) ; l'augmentation des taux d'intérêt (pour décourager les dépenses de consommation) ; la réduction des dépenses publiques (réduction des budgets consacrés à l'éducation, aux soins de santé et à l'agriculture familiale) ; des privatisations massives ; la réduction des subventions publiques à certaines entreprises ou produits ; et le gel des salaires (pour réduire les dépenses publiques et encourager la production destinée à l'exportation).

La libéralisation du commerce était un élément clé de ce paquet de mesures, les pays étant contraints d'augmenter leurs exportations, y compris les exportations agricoles, afin de rembourser leur dette. Cela a encore encouragé l'agriculture à grande échelle, dépendante des ressources fossiles, avec des monocultures plutôt qu'une production diversifiée. Les contraintes budgétaires ont constitué un élément clé, avec la réduction de diverses formes d'aide publique aux petits agriculteurs. La sécurité alimentaire a été compromise par ce régime, les agriculteurs étant plus vulnérables à la volatilité des prix, aux taux d'intérêt et aux taux de change (avec pour conséquences communes l'endettement et la faim).

La libéralisation du commerce, qui a suivi la création de l'OMC, a accentué bon nombre de ces tendances. Sous ce régime, les pays en développement ont été soumis à une pression accrue pour promouvoir la production destinée à l'exportation afin d'améliorer les déficits commerciaux chroniques, chroniques en raison du déclin structuré de leurs termes de l'échange (baisse des prix à l'exportation mais augmentation des coûts à l'importation).

Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

Les pays en développement ont également été confrontés à des obstacles structurés pour accéder aux marchés du Nord pour les produits alimentaires et autres produits agricoles, en raison des droits de douane et des subventions nationales dans le Nord, légitimés d'une certaine manière par l'accord de l'OMC sur l'agriculture. Les excédents agricoles du Nord (en partie dus aux subventions nationales) ont accru la pression exercée sur les pays en développement pour qu'ils démantèlent les programmes considérés comme des obstacles aux importations de denrées alimentaires en provenance du Nord. L'Inde fait actuellement l'objet de pressions intenses au sein de l'OMC pour démanteler les [stocks publics](#). Les États insulaires du Pacifique qui tentaient de restreindre l'importation de queues de dinde en provenance des États-Unis (pour des raisons sanitaires) ont été menacés de sanctions commerciales et ont été contraints d'abandonner les restrictions à l'importation (Observatoire de la santé mondiale GHW4 2015, p. 205).

La libéralisation du commerce a encore aggravé l'insécurité alimentaire dans les pays du Sud, où la production de matières premières destinées à l'exportation remplace une production agricole plus large destinée aux marchés intérieurs (y compris l'autosuffisance rurale). La libéralisation du commerce a également favorisé la croissance de grandes sociétés transnationales qui s'occupent de l'approvisionnement (semences, engrais, pesticides et financement) et qui gèrent le commerce des céréales, du bétail, des fruits et des légumes.

Le cycle soja - alimentation animale illustre ces tendances : les forêts sont abattues (et les populations locales déplacées) pour cultiver et exporter des graines de soja qui sont utilisées pour l'élevage intensif de porcs et de bovins, fournissant des protéines de viande au Nord de la planète et aux populations plus riches du Sud de la planète. Les coûts environnementaux comprennent l'eau, les déchets, la biodiversité et la production de gaz à effet de serre. Les coûts sanitaires comprennent le risque de pandémie et la résistance aux antimicrobiens. L'inégalité associée à la suralimentation (coûteuse) du Nord et à la sous-nutrition du Sud est obscène.

L'innovation en matière de technologie alimentaire a joué un rôle clé dans le remodelage des systèmes alimentaires en mettant l'accent sur la durée de conservation afin d'étendre la portée du marché et de soutenir l'emprise mondiale des entreprises alimentaires transnationales. La transformation des aliments s'est également concentrée sur la production d'aliments sucrés, gras et salés qui ont une longue durée de conservation, sont considérés comme savoureux et sont donc particulièrement rentables, sont très limités sur le plan nutritionnel et contribuent énormément aux maladies non transmissibles. La conjonction huile de palme - aliments ultra-transformés illustre les liens entre la destruction des forêts, la perte des moyens de subsistance locaux et de la biodiversité, l'expansion des chaînes d'approvisionnement mondiales et la croissance des sociétés alimentaires transnationales.

Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont également permis la croissance de monopoles du commerce de détail qui peuvent tirer parti de l'effet d'échelle pour s'approvisionner sur le marché mondial, au détriment des petits points de vente et des agriculteurs nationaux dont le pouvoir de fixation des prix diminue à mesure que la taille des géants du commerce de détail s'accroît.

Derrière les entreprises agroalimentaires mondiales se trouvent les géants du secteur financier qui sont les actionnaires dominants des entreprises agroalimentaires et qui sont en mesure de gagner des milliards en perturbant puis en spéculant sur les prix et l'offre des actifs alimentaires.

Le pouvoir politique de cet ensemble d'entreprises parties prenantes des systèmes alimentaires mondiaux est considérable. Leurs profits dépendent de la domination continue des récits, des politiques et des réglementations néolibérales. Les coûts en termes de faim, de déplacements, de



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

perte de biodiversité, de dégradation de l'environnement, de malnutrition et de risques de pandémie viennent en second lieu.

Souveraineté alimentaire et agroécologie

Les systèmes alimentaires structurés autour du modèle agroalimentaire industriel sont remis en question par la science et les pratiques de l'agroécologie et par le mouvement politique pour la souveraineté alimentaire.

L'agroécologie est fondamentale pour réparer la faille métabolique. Selon la [FAO \(2018\)](#), les éléments fondamentaux de l'agroécologie sont les suivants :

- Diversité des cultures, des stocks, des environnements, des pratiques agricoles ;
- Synergies entre des systèmes alimentaires diversifiés (par exemple, cultures intercalaires avec des légumineuses), en s'appuyant sur les synergies des écosystèmes pour soutenir la dispersion des semences, la préservation de l'habitat et la fertilité des sols ;
- Efficacité par la réduction des intrants externes et l'amélioration de l'utilisation des ressources naturelles ;
- Résilience : des personnes, des communautés et des écosystèmes (tous interconnectés) ;
- Recyclage, tant à l'échelle de l'exploitation qu'à l'intérieur des paysages ; fermeture des cycles de nutriments et réduction des déchets ;
- Co-création et partage des connaissances, réponse au contexte, recours à la tradition, partage des connaissances, mise à profit de la recherche ;
- Valeurs humaines et sociales : valoriser les moyens de subsistance ruraux, l'équité et le bien-être social ; s'attaquer aux inégalités entre les hommes et les femmes ; faire de la place aux jeunes dans les exploitations agricoles ;
- Culture et traditions alimentaires : soutenir des régimes alimentaires sains, diversifiés et culturellement appropriés ; contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition de la communauté ;
- Gouvernance responsable, du niveau local au niveau national et au niveau mondial ;
- Économie circulaire et solidaire : reconnecter les producteurs et les consommateurs ; fournir des solutions innovantes pour vivre dans les limites de notre planète ; assurer le fondement social d'un développement inclusif et durable.

Voir également [FOE 2018](#) pour un aperçu similaire de l'agroécologie.

La "souveraineté alimentaire" offre un espace à l'agroécologie. La FAO ([2014](#)) explique que la souveraineté alimentaire

"... est ancrée dans les réalités complexes de la production, de l'achat, de la vente et de la consommation d'aliments. Il ne s'agit pas d'une idée nouvelle, mais plutôt d'une reconnaissance de toutes les dimensions d'un système alimentaire sain, éthique et juste. La souveraineté alimentaire [...] reconnaît que le contrôle du système alimentaire doit rester entre les mains des agriculteurs, pour qui l'agriculture est à la fois un mode de vie et un moyen de produire de la nourriture. Elle reconnaît également la contribution des peuples indigènes, des éleveurs, des habitants des forêts, des travailleurs et des pêcheurs au système alimentaire. Il garantit que les aliments sont produits d'une manière culturellement acceptable et en harmonie avec l'écosystème dans lequel ils sont produits. C'est ainsi que les systèmes traditionnels de production alimentaire régénèrent leurs sols, leur eau, leur biodiversité et leurs conditions climatiques depuis des générations".

La souveraineté alimentaire remet en cause la liberté de l'agro-industrie de s'emparer des exploitations familiales et de remplacer leur diversité et leur résilience par des monocultures



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

dépendantes des monopoles sur les semences, les engrais et les pesticides. Elle remet en question les accords commerciaux qui créent le régime au sein duquel les grandes entreprises alimentaires et agroalimentaires sont en mesure de contrôler l'agriculture. Elle remet en question le remplacement des produits locaux par des produits bon marché, salés, gras et sucrés. Il conteste le contrôle exercé par les géants des supermarchés sur l'approvisionnement alimentaire des communautés.

Guerres et conflits, occupation et nettoyage ethnique, migration forcée, régimes autoritaires

La santé pour tous est une raillerie pour les communautés prises dans un conflit, enfermées dans les privations de la migration forcée, confrontées à l'occupation et au nettoyage ethnique, ou aux arrestations arbitraires, à la torture et aux disparitions sous des régimes autoritaires.

Si ces brutalités ont une longue histoire, elles sont reproduites et soutenues dans le monde actuel par le capitalisme et l'impérialisme contemporain.

L'industrie de l'armement dans le Nord impérial est un moteur essentiel, avec des profits massifs provenant de contrats gouvernementaux liés à la politique de l'argent et à la porte tournante entre le monde des affaires et le gouvernement. Le profit est directement lié à l'insécurité stratégique qui est mise en avant pour augmenter les budgets de guerre et les achats d'armes.

L'impérialisme est l'un des principaux moteurs de conflit dans le monde contemporain. Il vise à maintenir les frontières ouvertes pour permettre au capital transnational d'extraire et d'exploiter. Les 800 bases étrangères maintenues par les États-Unis dans le monde, ainsi que l'expansion agressive de l'OTAN, servent à rappeler aux pays le risque d'invasion ; un avertissement renforcé par le programme continu de guerre régionale mené par les États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale. Les bases étrangères et les guerres régionales entretiennent le marché de l'industrie de l'armement ; le lobbying xénophobe dans les capitales du Nord impérial ne peut qu'être bon pour les affaires.

L'incitation de leurs adversaires à se préparer à la guerre par la provocation et l'incertitude a été un modèle courant, notamment en défiant la Russie par l'expansion de l'OTAN et en défiant la Chine par des provocations répétées dans le détroit de Taïwan. Selon certains, la guerre de Corée a été précipitée par de tels moyens.

Dans certains cas, la justification de la guerre est plus directement liée aux ressources, en particulier au pétrole. C'est ce qui s'est passé lors du coup d'État de la CIA en 1953 contre Mosaddegh et l'installation du Shah ; cela s'est répété lors de l'invasion de l'Irak en 2003 (sur la base de "renseignements" fabriqués de toutes pièces).

L'intervention militaire directe n'est qu'un des moyens de maintenir les frontières ouvertes pour le capital transnational. D'autres stratégies comprennent la déstabilisation secrète, les sanctions financières contre des individus, la menace de représailles commerciales et le sabotage monétaire.

Le capitalisme et l'impérialisme ne sont pas les seuls ingrédients de la guerre ; les différences religieuses et ethniques peuvent être des facteurs importants. Toutefois, les stratèges impériaux sont heureux d'exploiter ces différences à des fins impériales. Les atrocités commises actuellement à Gaza sont motivées par le projet sioniste de nettoyage ethnique, qui consiste à chasser progressivement les Palestiniens de leur terre, un projet qui remonte à avant 1948. Toutefois, le projet sioniste a également bénéficié du soutien diplomatique et financier permanent des États-Unis dans le cadre de leur stratégie pour le Moyen-Orient, visant à garantir un accès continu au pétrole de cette région.

Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

Les guerres et les conflits, le réchauffement climatique et la pauvreté sont autant de facteurs qui contribuent aux déplacements forcés de personnes à la recherche d'un abri, d'un asile ou d'une vie meilleure. Les pressions migratoires du sud vers le nord sont accueillies avec une brutalité étonnante dans de nombreuses régions (Europe, frontière entre les États-Unis et le Mexique, Australie).

---ooooO000Ooooo---

Chapitre 4. L'engagement de MPS : Construire un mouvement social mondial en faveur de la santé pour tous

MPS est un réseau de militants et d'organisations qui s'efforcent de créer un mouvement mondial en faveur de la santé pour tous.

L'engagement de MPS en faveur de la santé pour tous repose sur le travail des cercles nationaux de PHM, qui œuvrent au sein des communautés locales et travaillent en réseau aux niveaux du district, de la province, du pays et de la région.

Les cercles nationaux et régionaux de MPS s'intéressent aux conditions sociales qui déterminent la santé de la population. Ils travaillent également sur les questions de santé, notamment le renforcement des systèmes de santé, l'accès à des soins de santé décentes, la mise en œuvre des principes de soins de santé primaires et l'implication de la communauté dans la gestion, la planification et la responsabilité du système de santé.

Les programmes mondiaux et les groupes thématiques de MPS soutiennent de diverses manières le travail de nos cercles nationaux et régionaux. Les programmes mondiaux comprennent l'analyse politique effectuée dans Global Health Watch, l'engagement dans la gouvernance mondiale de la santé par le biais de WHO Watch, et les possibilités de mise en réseau et de partage d'expérience par le biais de l'Université internationale de la santé des peuples. Les groupes thématiques constituent des forums dans lesquels les défis spécifiques des systèmes de santé, de l'environnement, de l'égalité des sexes, du commerce, des conflits et de l'alimentation peuvent être explorés. Le travail des cercles nationaux et régionaux, des programmes mondiaux et des groupes thématiques s'appuie sur les ressources organisationnelles, notamment PHM Exchange et les sites web de MPS.

Le présent document se concentre sur le rôle du capitalisme dans la détermination sociale de la santé des individus. Le concept de "détermination sociale de la santé" concentre notre attention sur les structures, les forces, les processus et les dynamiques qui façonnent les conditions dans lesquelles nous grandissons, apprenons, jouons, travaillons et vieillissons. Cet usage contraste avec l'utilisation courante de "déterminants sociaux", qui met l'accent sur les caractéristiques dominantes de notre environnement social qui influencent la santé des personnes sans accorder une attention systématique aux processus sociaux, politiques et économiques qui reproduisent ces caractéristiques.

Les structures, les forces et la dynamique du capitalisme jouent manifestement un rôle important dans l'organisation des soins de santé et de la santé de la population. C'est ce que reconnaît la [Charte des peuples pour la santé](#) (décembre 2000) :

Les politiques politiques, financières, agricoles et industrielles, imposées par les gouvernements nationaux et les organisations internationales, qui répondent principalement aux besoins du capitalisme, éloignent les gens de leur vie et de leurs moyens de subsistance. Les processus de mondialisation et de libéralisation économiques ont accru les inégalités entre les nations et à l'intérieur de celles-ci. De nombreux pays du monde, et en particulier les plus puissants, utilisent leurs ressources, y compris les sanctions économiques



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

et les interventions militaires, pour consolider et étendre leurs positions, ce qui a des effets dévastateurs sur la vie des gens.

La [déclaration de Cuenca \(2005\)](#) a mis l'accent sur le néolibéralisme, la privatisation et le "libre-échange" :

Le cadre économique mondial du néolibéralisme, de la privatisation et du "libre-échange", rendu opérationnel par l'intermédiaire de l'OMC et des institutions financières internationales, a joué un rôle déterminant dans le transfert au secteur des entreprises du contrôle des déterminants de la santé. Cela conduit à la destruction de l'environnement, à la pollution toxique, au déni des droits à l'eau, à l'alimentation et à la vie elle-même. Le droit de l'homme à la santé et aux soins de santé doit primer sur les profits des entreprises, en particulier ceux des sociétés pharmaceutiques.

L'[appel à l'action du Cap \(2012\)](#) a renforcé ce point :

Notre santé a été dévastée par les politiques néolibérales qui sont la marque du capitalisme actuel. La crise mondiale de la santé est la conséquence de l'absence de prise en compte des déterminants sociaux, politiques et environnementaux de la santé. La crise capitaliste actuelle comporte plusieurs dimensions interdépendantes : politique, alimentaire, économique, financière et écologique. Elle trouve son origine dans le modèle néolibéral de mondialisation.

Et encore, dans la [Déclaration de Dhaka \(2018\)](#) :

La vision exposée dans la Charte des peuples pour la santé (2000) et la Déclaration de Cuenca (2005) est plus pertinente que jamais, car malheureusement, les causes profondes de la mauvaise santé et de l'inégalité persistent et doivent encore être inversées. Ces causes profondes sont profondément ancrées dans le patriarcat, l'esprit de caste, le racisme, le fondamentalisme religieux, le capacitisme, la transphobie et l'hétéro-normativité, et renforcées par le paradigme actuel du développement, caractérisé par l'individualisme, l'anthropocentrisme et le capitalisme néolibéral. Partout dans le monde, les communautés perdent de plus en plus leur accès à la terre, à l'eau et à leurs moyens de subsistance, tout en étant confrontées à une militarisation, une violence et une répression accrues.

Quelles sont les implications, pour la stratégie de MPS, de la reconnaissance de la manière dont les obstacles à la santé publique sont reproduits par les forces et la dynamique du capitalisme et de l'impérialisme ?

Dans le chapitre 2, nous avons passé en revue la promesse non tenue de la santé pour tous et, dans le chapitre 3, nous avons examiné sept façons dont le capitalisme et l'impérialisme font obstacle à la réalisation de la santé pour tous.

MPS a reconnu le défi dans les diverses déclarations citées ci-dessus des précédentes assemblées populaires de la santé.

La question est maintenant de savoir ce qu'il faut faire.

Dans les trois autres chapitres, nous examinerons les points suivants :

- Aspects clés de l'ordre mondial contemporain ; ce qui doit être changé ;
- Les futurs mondiaux possibles, de la poursuite de la trajectoire désastreuse actuelle à des scénarios et des possibilités plus prometteurs ; et enfin
- Formes d'action ; comment MPS pourrait se préparer au mieux à la prochaine période de lutte.

----ooooOOOOoooo----

Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

Chapitre 5. Cartographie de l'ordre mondial contemporain

Dans ce chapitre, certaines caractéristiques clés de l'ordre politique et économique international contemporain sont identifiées et examinées brièvement.

Capitalisme transnational

Le capitalisme transnational fait référence aux opérations intégrées au niveau mondial des sociétés transnationales (y compris les sociétés financières). Le capitalisme transnational est géré par la classe capitaliste transnationale et dans son intérêt. La classe capitaliste transnationale comprend les capitaines de l'industrie et de la finance, les élites fortunées (y compris leurs philanthropies et leurs "groupes de réflexion") et les élites politiques alliées au sein des gouvernements et des institutions intergouvernementales. La classe capitaliste transnationale est consciente d'elle-même, dispose d'un bon réseau et jouit d'une culture et d'un mode de vie communs. Elle est confrontée à un mélange dispersé de classes ouvrières nationales (et de classes exclues).

Au niveau national, la classe capitaliste comprend deux fractions, l'une profondément investie dans le capitalisme transnational, l'autre plus préoccupée par l'économie nationale. La montée de Trump aux États-Unis et son revirement par rapport à diverses politiques d'Obama illustrent l'importance de reconnaître la différence entre ces deux fractions du capital. La fraction transnationale exige des gouvernements des politiques qui favorisent la domination continue de l'économie mondiale par les sociétés transnationales, domiciliées dans ce pays. La fraction nationale du capital exige une protection contre les vents froids de la libéralisation du commerce et de la libéralisation financière. La fraction transnationale de la classe capitaliste nationale fait également partie de la classe capitaliste transnationale et, à certains égards, cherche à déployer le pouvoir impérial dans l'intérêt de la classe capitaliste transnationale au sens large.

Les diverses modalités de pouvoir déployées par le capital transnational, les leviers par lesquels il maintient sa domination mondiale, sont les suivants :

- l'extorsion d'investissements (l'effet de levier exercé par les entreprises sur le gouvernement lorsque des investissements sont proposés) et la fuite des capitaux (la discipline imposée par la menace de fuite des capitaux),
- le contrôle de la technologie (y compris par le biais de lois extrêmes sur la propriété intellectuelle imposées par les accords commerciaux),
- la flexibilité géographique des sociétés transnationales en termes de structure de leurs chaînes de valeur mondiales (la capacité de transférer l'approvisionnement en intrants et la localisation de la fabrication, de l'assemblage et des fonctions du siège social),
- le "sentiment du marché", la capacité des détenteurs de capitaux, grands et petits, à acheter ou à ne pas acheter des actions, et à faire entrer et sortir leur argent des pays ; les expressions individuelles de la peur et de la cupidité, avec un impact potentiellement dévastateur sur les pays, coordonnées par les agences de notation et les médias financiers ;
- la politique de l'argent et les portes tournantes,
- l'impérialisme, le déploiement d'un pouvoir étatique hégémonique dans l'intérêt de la classe capitaliste transnationale.



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

La crise de la surproduction

La crise de surproduction a été mentionnée plus haut comme un facteur majeur de l'aggravation des inégalités économiques. Par "surproduction", on entend ici un déséquilibre structurel entre la capacité de production et la demande du marché. Cette situation reflète le pouvoir croissant de la technologie, la portée mondiale des chaînes d'approvisionnement et la flexibilité dont les entreprises peuvent faire preuve pour tracer la géographie des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Le déséquilibre de la capacité de production (par rapport à la demande du marché) entraîne une diminution des emplois productifs, mais celle-ci est compensée par des emplois de service plus précaires - l'économie des petits boulots (y compris ceux qui sont destinés aux riches). La diminution des emplois décents réduit encore la demande des consommateurs et exacerbe la surcharge de la capacité de production.

La diminution de la part des salaires dans le PIB (et l'augmentation de la part des bénéfices) contribue fortement à l'aggravation des inégalités. La libéralisation du commerce et de la finance contribue au développement de monopoles d'entreprise dans de nombreux secteurs. Le monopole protège l'entreprise de la concurrence par les prix, ce qui contribue à augmenter la part des bénéfices et à diminuer la part des salaires dans le PIB.

Financiarisation et dette

Avec la crise de la surproduction, on assiste à un flux croissant de capitaux qui s'éloignent de l'investissement productif pour se diriger vers l'"investissement" dans la spéculation sur le prix des actifs (terrains, bâtiments, œuvres d'art, bijoux, actions, produits dérivés, etc. Les nombreuses et complexes voies d'accès à l'"investissement" spéculatif passent toutes par des intermédiaires financiers qui prennent leur part du gâteau tout en participant à la spéculation.

Cette évolution s'est traduite par une expansion considérable du secteur financier (en termes d'employés, de gratte-ciel et de proportion de l'économie). Le "secteur financier" comprend : les banques (banques privées, "banques de développement") et le "secteur financier" au sens large (fonds souverains, fonds de gestion de patrimoine, fonds de capital-investissement, compagnies d'assurance).

La baisse de la part des salaires dans le PIB entraîne une diminution de la demande des consommateurs, mais le secteur financier est heureux de prêter aux ménages (pour le logement, l'éducation, les soins de santé, les soins aux personnes âgées, l'agriculture) et aux gouvernements (pour les infrastructures, les services et l'armée). La dette joue donc un rôle de plus en plus important dans le soutien de la demande des consommateurs. Cela étend également le pouvoir du secteur financier sur l'économie, nationale et mondiale.

La croissance du secteur financier a été associée à une évolution de la relation entre le "capital industriel" (les entreprises qui fabriquent des produits ou fournissent des services) et le "capital financier". Autrefois, la principale mission des banques consistait à prêter aux entreprises afin qu'elles puissent investir dans des capacités de production. Dans le cadre de la financiarisation, les banques (et d'autres sociétés financières) sont désormais propriétaires des entreprises et les achètent et les vendent, y compris à des fins spéculatives et pour la production proprement dite.

Les grandes entreprises pharmaceutiques sont désormais détenues par des fonds d'investissement privés, des fonds spéculatifs et des fonds de placement. Les décisions en matière d'investissement et de production ne relèvent plus des choix stratégiques des hauts responsables de l'entreprise. Elles sont



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

plutôt le fait des barons de la finance, qui achètent et vendent des entreprises ou des parties d'entreprises.

Crise budgétaire et privatisation

La crise budgétaire désigne la pression exercée par les dépenses publiques sur les recettes. Elle est généralement due à des défaillances fiscales, notamment :

- les pressions exercées sur le gouvernement pour qu'il réduise la charge fiscale pesant sur les entreprises et les riches ;
- l'évasion fiscale par l'extorsion de fonds des entreprises et les accords de complaisance, par diverses formes de prix de transfert et par la fuite des richesses vers des paradis fiscaux non réglementés ;
- les défis posés par l'imposition de l'économie informelle sans taxes régressives sur la consommation.

La crise fiscale est favorable au capital à plusieurs égards :

- il permet d'investir ou de restituer aux actionnaires les bénéfices (qui pourraient autrement être taxés) ;
- il oblige les gouvernements à vendre des entreprises publiques (production, distribution, services publics et services) pour réaliser des plus-values à court terme, ce qui permet aux entreprises privées d'intervenir, en remplaçant la gestion de l'intérêt public par la motivation du profit privé ;
- Elle oblige les gouvernements à emprunter, y compris auprès de prêteurs peu scrupuleux, et donne le pouvoir aux banques lorsque les gouvernements sont en difficulté.

Impérialisme

L'impérialisme a été décrit comme "le stade le plus élevé du capitalisme" ; les forces et dynamiques économiques décrites ci-dessus sont des éléments intrinsèques de l'impérialisme. Les forces et dynamiques économiques décrites ci-dessus sont des éléments intrinsèques de l'impérialisme. Toutefois, les dynamiques économiques doivent être replacées dans le contexte géopolitique (et vice versa).

En termes de configurations géopolitiques, l'impérialisme se définit par la distinction entre le centre (ou la métropole) et la périphérie. Les États-Unis sont au centre du centre, mais leur rôle de gouvernance est partagé, dans une certaine mesure, avec le Royaume-Uni, l'Europe et le Japon. Amin (2015) parle de "l'impérialisme collectif" de la Triade (Amin 2015).

L'impérialisme contemporain est né du colonialisme, qui était basé sur des colonies directement gouvernées. Les mécanismes d'accumulation capitaliste sous le colonialisme comprenaient l'échange inégal structuré, qui continue à jouer un rôle dominant, ainsi que l'expropriation directe (pillage), qui a joué un rôle majeur. Les colonisateurs et les colonies ont généré d'énormes richesses grâce à l'esclavage. La concurrence entre les puissances européennes pour les colonies a joué un rôle central dans la mort de millions de personnes au cours des deux guerres mondiales.

Bien que les États-Unis soient une puissance coloniale (Hawaï, Philippines, Cuba, Porto Rico, Îles Marshall, etc.), ils se sont démarqués de la domination directe du colonialisme européen par un modèle préféré de domination indirecte ou néocolonialisme, impliquant la corruption, des invasions périodiques, des actions secrètes, etc. Le néocolonialisme poursuit les relations d'exploitation par l'échange inégal, mais sans autorité directe formalisée.



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

La relation coloniale implique bien plus qu'une gouvernance directe ou indirecte. Elle comprend également la liquidation du patrimoine culturel et l'imposition de normes culturelles et de formations sociales qui conviennent au projet colonial. Ces manifestations persistantes de la "colonialité" comprennent les hiérarchies de pouvoir fondées sur la race et le sexe, les hypothèses anthropocentriques de l'extractivisme et le réductionnisme cartésien des Lumières européennes. Le projet de "décolonialité" cherche à nommer ces manifestations persistantes du colonialisme, y compris en ce qui concerne les soins de santé et la santé de la population. La décolonialité implique non seulement de nommer ces chaînes coloniales, mais aussi de conduire les transformations institutionnelles nécessaires à une nouvelle dispensation. (Pour en savoir plus sur la décolonialité, voir [ci-dessous](#)).

Le transfert de valeur de la périphérie vers le centre est un élément fondamental de l'idée d'impérialisme. Ce transfert s'effectue par le biais d'une série de mécanismes différents :

- L'accumulation par le pillage est la relation primordiale. Elle est généralement identifiée à la période coloniale, y compris la dépossession coloniale, l'esclavage et le travail sous contrat, ainsi que la désindustrialisation forcée de l'Inde par les Britanniques (l'imposition d'un échange inégal). Toutefois, l'impérialisme contemporain maintient une série de mécanismes de pillage continu, notamment : la négation judiciaire des liens traditionnels avec la terre (y compris par le biais des litiges ISDS) ; le dumping de denrées alimentaires subventionnées qui affaiblit les petits agriculteurs et les pousse vers les villes en tant que main-d'œuvre bon marché ; l'emploi précaire et le travail journalier ; la malnutrition des femmes comme condition pour nourrir les enfants et les travailleurs masculins ; et les projets extractivistes qui déplacent les communautés qui sont alors forcées d'essayer de survivre en tant que mineurs artisanaux.
- L'échange inégal est la relation qui définit l'impérialisme. Dans sa forme contemporaine, il s'agit d'échanger des produits manufacturés de la métropole (dont les prix sont largement libres en raison de leur statut de monopole) avec des produits de base de la périphérie, vendus sur un marché hautement concurrentiel. À chaque innovation, le prix des produits manufacturés augmente, mais les prix des produits de base restent serrés. En raison de la détérioration des termes de l'échange, les pays de la périphérie doivent exporter des volumes croissants de produits de base simplement pour maintenir leur balance des paiements.
- Un aspect essentiel de cette relation est la protection de la propriété intellectuelle dont bénéficient les fabricants de la métropole et les barrières ainsi imposées à la fabrication nationale dans le Sud. L'autre aspect de la protection de la propriété intellectuelle est le flux de ressources du Sud vers le Nord pour l'octroi de licences de propriété intellectuelle détenue par le Nord. Les États-Unis sont de loin le plus grand exportateur de propriété intellectuelle.
- L'échange inégal est également médiatisé par la structuration des chaînes de valeur mondiales par les sociétés transnationales qui exercent un contrôle stratégique sur l'approvisionnement en intrants et en main-d'œuvre, un contrôle monopolistique sur la technologie et qui, en raison de leur statut de monopole/monopsonne⁵, sont en mesure de garantir que la valeur créée par les travailleurs du Sud est réalisée sous forme de profit dans les ports du Nord.
- Le slogan de la "déliation" (Amin 1985) est une réponse directe à la manière dont les structures d'échange inégal sont devenues des normes de l'impérialisme. La déliation et le commerce Sud-Sud envisagent de limiter l'accès du Nord aux ressources et aux marchés du

⁵. Le monopole fait référence à la position des vendeurs sur le marché ; le monopsonne fait référence à la position des acheteurs sur le marché.



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

Sud tout en développant les technologies nécessaires et des relations commerciales plus équitables entre les pays du Sud.

- Les privilèges du dollar américain constituent une médiation importante du transfert de valeur. À mesure que les pays en développement succombent aux pressions visant à libéraliser les contrôles des capitaux (pour déréglementer les flux de capitaux entrants et le rapatriement des bénéfiques), ils sont de plus en plus vulnérables à la spéculation sur les devises. (L'achat lent et discret de bahts thaïlandais contribue à l'optimisme monétaire (augmentation de la valeur du baht) et conduit à d'autres achats par d'autres acteurs ; la vente soudaine au sommet rapporte une forte récompense, à savoir la différence entre la valeur inférieure antérieure et la valeur maximale de la monnaie. La valeur du baht thaïlandais s'effondre, ce qui signifie que le coût des importations en Thaïlande grimpe en flèche, impactant l'emploi et le coût de la vie pour des millions de personnes). Pour "s'assurer" contre les attaques spéculatives sur les devises, de nombreux pays en développement investissent une grande partie de leurs revenus étrangers dans l'achat d'obligations du Trésor américain qu'ils peuvent convertir en dollars et défendre ainsi leur monnaie contre les attaques. L'achat de bons du Trésor américain fait grimper la valeur du dollar américain et le pouvoir d'achat des importateurs et des consommateurs américains.
- La spéculation sur les devises n'est qu'un des jeux auxquels se livrent les géants de la finance. La spéculation sur le prix des denrées alimentaires contribue de manière significative à la faim dans le monde - et au profit financier.

La pression exercée sur les pays du Sud pour qu'ils déréglementent les flux de capitaux à travers leurs frontières est une question cruciale dans la relation entre le centre et la périphérie (Amin 2015). À mesure que la financiarisation du capitalisme transnational progresse, la pression en faveur de la libéralisation des flux de capitaux augmente et la nécessité pour les pays de la périphérie de conserver les contrôles de capitaux (en tant que base de la souveraineté économique) devient de plus en plus importante.

Les relations économiques entre le centre et la périphérie s'inscrivent dans une toile d'araignée d'accords bilatéraux, plurilatéraux et multilatéraux en matière de commerce et d'investissement. Les accords administrés par l'OMC jouent un rôle fondamental dans la régulation du capitalisme transnational et des relations impérialistes. En ce qui concerne les soins de santé et la santé de la population, l'accord sur les ADPIC, l'accord sur l'agriculture et l'accord général sur le commerce des services (AGCS) revêtent une importance particulière. Les dispositions relatives au règlement des différends entre investisseurs et États contenues dans divers accords bilatéraux et plurilatéraux ont un effet dissuasif puissant sur les gouvernements qui envisagent de réglementer la santé.

La création d'un régime commercial mondial qui faciliterait le développement social et économique des pays du Sud était l'objectif central de la Déclaration pour un nouvel ordre économique international (NOEI) de 1974, voir ci-dessous. Les espoirs placés dans le NOEI ont été anéantis par l'ajustement structurel après la crise de la dette des années 1980 et par la montée du néolibéralisme et l'établissement de l'OMC avec ses différents accords.

Le cynisme du discours sur un "ordre fondé sur des règles" est évident dans la liberté dont jouissent les États-Unis d'enfreindre les règles de l'OMC lorsque cela les arrange. Les États-Unis ont effectivement saboté les procédures de règlement des différends de l'OMC au cours des dernières années afin d'empêcher le tribunal de les déclarer coupables de violation des "règles" dans leur guerre commerciale contre la Chine.

Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

Depuis plusieurs décennies, la déliaison et la priorité donnée au commerce Sud-Sud sont considérées comme une stratégie nécessaire à l'autodétermination et au développement social et économique des pays de la périphérie (Amin 1985). L'importance de cette politique se reflète dans la discipline impériale imposée aux pays qui refusent de s'intégrer ou qui cherchent à se délier (Russie, Chine, Cuba, Iran, Corée du Nord, Venezuela).

Les arguments en faveur de l'imposition de disciplines impériales sont soutenus dans le centre impérial par le lobby militaro-industriel et par le sentiment du secteur financier, qui reconnaît le rôle des dépenses militaires dans la gestion de l'économie capitaliste (essentiellement en brûlant de l'argent).

Un nouveau monde multipolaire

L'équilibre géopolitique s'est quelque peu modifié ces dernières années avec la montée en puissance des "économies émergentes" et le développement de nouvelles alliances entre les gouvernements du Sud, notamment les BRICS (et BRICS plus), le Groupe des amis pour la défense de la Charte des Nations unies ([FUNC](#)), la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique - Accord commercial avec les peuples (ALBA - TCP), l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), l'Union africaine et l'ASEAN.

La Chine a lancé ou soutenu plusieurs initiatives destinées, entre autres, à défier l'empire américain et à faire de la place à la coopération Sud-Sud. Il s'agit notamment de l'initiative "la Ceinture et la Route", de l'Organisation de coopération de Shanghai et de la Nouvelle banque de développement. La Chine (et plusieurs États périphériques) diversifie également ses avoirs en devises étrangères en s'éloignant du dollar américain et utilise de plus en plus d'autres devises, y compris le yuan, pour faciliter les échanges commerciaux.

L'emprise réduite de l'impérialisme unipolaire se reflète dans la proposition de l'Inde et de l'Afrique du Sud de déroger aux dispositions de l'accord sur les ADPIC pour permettre une augmentation plus rapide de la disponibilité des produits médicaux dans le contexte de la pandémie de Covid. Ce débat s'est poursuivi lors des négociations en vue d'un "traité sur les pandémies". Dans les deux cas, les voix unifiées du Nord impérial ont réussi à repousser ces propositions de dérogation.

Il y a une certaine distance entre le fait de chercher à renégocier les règles commerciales impériales dans les allées du pouvoir et le fait d'enfreindre les règles comme l'a fait Chavez en mettant fin aux accords inégaux du Venezuela avec ExxonMobil et ConocoPhillips en 2008. Ces deux cas - l'Inde et l'Afrique du Sud cherchant à obtenir une dérogation aux ADPIC et Chavez nationalisant certaines parties de l'industrie pétrolière vénézuélienne - montrent qu'il n'est pas certain que les gouvernements du Sud aillent jusqu'au bout (ou soient capables d'aller jusqu'au bout) dans la remise en question des règles de l'impérialisme. Les positions "radicales" adoptées par l'Inde dans les négociations commerciales internationales contrastent fortement avec le néofascisme du gouvernement Modi et l'influence de la pensée néolibérale dans ses politiques intérieures.

Le cas de l'Inde souligne l'importance de la politique intérieure pour déterminer jusqu'où les gouvernements du Sud global iront dans la contestation de l'impérialisme. Le progrès économique de l'Inde au cours des dernières décennies a été associé à son intégration dans l'économie capitaliste mondiale et il existe de puissants intérêts organisationnels et de classe à maintenir et à étendre cet engagement. Ces dernières années, l'Inde a adopté des positions progressistes sur un certain nombre de questions relatives à la santé et au commerce, en particulier la proposition de dérogation aux ADPIC concernant les produits de soins de santé en cas d'urgence. Cependant, au niveau national, l'alliance



Santé pour tous!
Mouvement Populaire pour la Santé

Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

corporative Hindutva ([Patnaik 2019](#)) rassemble le néolibéralisme, le néofascisme, le communisme, le mépris des droits de l'homme et l'aggravation de l'inégalité.

Le néolibéralisme a fourni le cadre politique général de l'ajustement structurel et de la libéralisation du commerce. Il a favorisé la libéralisation financière (en réduisant les contrôles des capitaux et en permettant aux institutions financières étrangères d'accéder au marché intérieur) et l'harmonisation des normes et des réglementations (conformément aux préférences et aux intérêts des entreprises). Cependant, la plupart des gouvernements du Sud ont adhéré à ce programme, parfois sous la pression hégémonique, et parfois lorsque les politiciens locaux s'identifient aux intérêts du capital transnational.

Cuba est une exception et le blocus américain de 50 ans, qui met en garde les autres pays contre la tentation de suivre la même voie, donne la mesure de l'importance du projet néolibéral pour l'impérialisme. Cependant, la résistance continue de Cuba démontre au monde que, même sous une telle pression, l'autodétermination économique est possible.

Un nouvel ordre économique et politique international

Il y a des leçons à tirer de l'appel de 1974 en faveur d'un nouvel ordre économique international. Il s'agissait d'une tentative majeure des pays du Sud pour renégocier les termes de leur participation à la mondialisation capitaliste sur la base d'une solidarité renforcée entre les pays en développement réunis au sein du Mouvement des non-alignés. (Voir Encadré 1, ci-dessous.)



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

L'appel de 1974 en faveur d'un nouvel ordre économique international (NOEI)

L'établissement d'un nouvel ordre économique international a été déclaré par l'Assemblée générale des Nations unies il y a 50 ans cette année dans les [résolutions 3201 \(S-VI\) et 3202 \(S-VI\)](#). Le nouvel ordre économique international a été conçu, développé et parrainé au sein des Nations unies par les pays du Sud, par l'intermédiaire du Mouvement des pays non alignés et du G77.

La NOEI a été influencée par la théorie de la dépendance qui soutenait qu'un flux net de valeur du Sud vers le Nord était ancré dans la structure de l'économie mondiale et suggérait que les pays en développement utilisent des droits de douane pour rendre les importations de produits manufacturés plus chères afin que les producteurs locaux puissent s'établir ; qu'ils utilisent des quotas d'importation pour limiter le volume des importations de produits manufacturés ; et qu'ils utilisent des subventions et des aides à l'infrastructure pour accroître la compétitivité de leurs exportations sur les marchés mondiaux. La théorie de la dépendance recommandait également de cultiver le commerce Sud-Sud afin d'éviter les échanges inégaux inhérents au commerce Sud-Nord.

La NOEI comprend une série d'exigences politiques transformatrices qui convertissent la théorie de la dépendance en une série d'exigences politiques pratiques concernant la gouvernance économique mondiale. La NOEI :

- a demandé que les pays en développement bénéficient d'un traitement préférentiel et non réciproque dans tous les domaines de la coopération économique internationale ;
- a affirmé le droit de l'État à nationaliser ou à transférer la propriété d'actifs détenus par des étrangers à ses ressortissants ;
- a demandé que les pays en développement aient accès aux acquis de la science et de la technologie modernes et qu'ils encouragent le transfert de technologie et la création de technologies indigènes au profit des pays en développement ; et
- a appelé à l'extension de l'assistance active aux pays en développement par l'ensemble de la communauté internationale.

Les espoirs des OING ont été anéantis par la crise de la dette des années 1980 et les politiques d'ajustement structurel du FMI imposées comme condition au sauvetage de la dette, par l'influence plus large des politiques économiques néolibérales de l'époque et par la série d'accords commerciaux introduits lors de la création de l'OMC en 1994. Les accords de l'OMC et les accords préférentiels de commerce et d'investissement qui ont suivi ont progressivement forcé les frontières nationales à s'ouvrir au commerce et à la finance (mais pas au savoir-faire technique ni aux personnes).

Boîte 1. L'appel de 1974 pour un nouvel ordre économique international

Deux critiques importantes ont été adressées à la NOEI : le développementalisme et l'étatisme. La première critique est qu'elle ne remettait pas en cause l'architecture fondamentale de la mondialisation ; elle cherchait plutôt des conditions plus équitables pour que les pays du Sud participent au capitalisme mondialisé. Compte tenu de la dégradation continue de l'environnement depuis 1974, l'absence de critique du caractère extractiviste du capitalisme transnational est également reconnue comme une limite importante de l'OIN.

La deuxième critique formulée à l'encontre de l'ONIE concerne son orientation "étatiste". Les exigences de l'ONEM reflétaient les priorités des gouvernements, qui tentaient de surmonter les obstacles au développement social et économique découlant d'un régime d'échange inégal. Cette

Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

orientation étatiste se reflète dans le contraste entre la rhétorique progressiste de l'ONIE et le caractère autoritaire de bon nombre des régimes à l'origine du mouvement en faveur de l'ONIE. En l'absence d'une demande forte de la société civile pour des stratégies plus radicales, les gouvernements du Sud se sont limités à rechercher une participation plus équitable au capitalisme transnational, plutôt que son démantèlement. Si la sécurité du gouvernement dépend de la répression intérieure, les demandes plus radicales de restructuration au niveau mondial seront également réprimées.

Toutefois, la nécessité d'un nouvel ordre économique et politique international n'a pas disparu.

Les gouvernements des pays du Sud, les universitaires et les organisations de la société civile avancent actuellement une série de revendications politiques transformatrices. Les revendications débattues à l'OMS, à l'OMC, au GIEC et dans d'autres forums sont les suivantes :

- un traitement spécial et différencié,
- le droit au développement,
- les transferts de technologie,
- un mécanisme de financement des pertes et dommages pour soutenir l'adaptation au changement climatique,
- des responsabilités communes mais différenciées,
- la dérogation aux ADPIC,
- l'équité dans la préparation et la réponse aux pandémies,
- la réglementation des sociétés transnationales,
- la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, et
- dissocier le financement de l'innovation pharmaceutique des prix pratiqués pour les médicaments.

Ces revendications ne font pas de grands progrès. Les slogans transformateurs sont nécessaires mais pas suffisants.

La promesse de politiques internationales progressistes de la part des gouvernements du Sud, y compris dans le cadre d'alliances plus larges, doit s'accompagner d'un approfondissement de la lutte pour la responsabilité démocratique au niveau national et d'une convergence des mouvements sociaux au niveau mondial afin de favoriser une rupture radicale avec l'impérialisme.

Il est difficile de savoir ce que les nouvelles solidarités du Sud pourront accomplir. Les facteurs déterminants seront les suivants :

- L'ouverture d'une nouvelle marge de manœuvre politique dans le nouveau monde multipolaire est-elle suffisante pour entraîner les changements structurels nécessaires ?
- Les intérêts communs des pays du Sud sont-ils suffisants pour rassembler une phalange de pouvoirs derrière ce type d'exigences ?
- Les revendications avancées par ces nouvelles alliances supposent-elles la prévalence continue du capitalisme et de la mondialisation, tout en exigeant des conditions de participation plus équitables, ou s'orientent-elles vers un changement structurel (écosocialisme) ?
- Les peuples et les gouvernements sont-ils prêts à emprunter la voie plus radicale de l'écosocialisme et de la déconnexion, à réclamer le démantèlement des ADPIC au lieu de chercher à négocier une dérogation (le soutien populaire serait-il suffisant pour résister aux réactions de l'impérialisme ?)

Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

- La perspective du réchauffement climatique et de la dégradation de l'habitat humain a-t-elle modifié la volonté des gouvernements et des peuples de s'engager sur la voie de l'écosocialisme ?

Institutions de la gouvernance mondiale

Un "ordre fondé sur des règles" pour la gouvernance mondiale est une bonne idée, un objectif nécessaire.

Le monde est loin d'avoir un gouvernement mondial ; le scénario le plus réaliste est celui d'un régime complexe de gouvernance mondiale, comprenant des institutions de discussion et de décision et des règles convenues pour guider les relations internationales et les gouvernements nationaux.

Dans la forme, c'est ce qui est aujourd'hui en place : des institutions (telles que la Banque mondiale, le FMI, l'OMC, l'OMS, le GIEC, la CIJ) et des normes (règles commerciales, principes des droits de l'homme, droit de la mer, lignes directrices de l'OMS, etc.)

Cependant, il est évident que ces structures sont façonnées à bien des égards par les exigences de l'impérialisme, par l'intermédiaire des gouvernements du Nord global, par les exigences directes du capital transnational, par la machine idéologique capitaliste et par les philanthropies capitalistes.

L'OMS fournit une étude de cas sur la façon dont les structures et les normes de la gouvernance mondiale sont façonnées par les besoins de l'impérialisme, en particulier par le contrôle du financement de l'OMS. Au cours des quarante dernières années, les pays riches ont manœuvré l'OMS pour la rendre totalement dépendante des fonds des donateurs pour l'ensemble de ses programmes techniques. Les contributions obligatoires sont réduites à moins de 20 % des dépenses totales et les 80 % restants provenant des donateurs (pays et philanthropes) sont étroitement affectés aux projets préférés des donateurs.

C'est dans ce contexte que les directeurs généraux successifs de l'OMS ont été contraints (par Rockefeller, la Banque mondiale et les États-Unis) d'adopter le modèle de "couverture sanitaire universelle" qui, comme nous l'avons souligné plus haut, sert de couverture à la commercialisation et à la privatisation des soins de santé.

Le contrôle impérial de la gouvernance mondiale (y compris la gouvernance mondiale de la santé) est contesté par les gouvernements progressistes et par une myriade de mouvements politiques et sociaux (y compris les MPS). Si ces mouvements politiques et sociaux s'organisent et militent dans les domaines international et national, leur base, leurs racines, sont nécessairement nationales.

La dissolution de l'impérialisme américain impliquera une action de la part des gouvernements progressistes (tenus responsables par leurs peuples) et des alliances de gouvernements progressistes (et démocratiquement responsables), ainsi que des mouvements politiques et sociaux s'organisant au niveau national et international. Ces actions pour la dissolution de l'impérialisme incluront la renégociation des accords, la création de nouvelles institutions et, si nécessaire, des ruptures radicales des normes de l'empire.

Les pays et les peuples seront particulièrement vulnérables à différents moments (tout comme le peuple palestinien l'est actuellement) ; une autre condition de réussite sera la solidarité au-delà des frontières, au-delà des différences.

Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

Les oppressions croisées de classe, de genre, d'ethnicité, de religion et de capacité

La dissolution du capitalisme et de l'impérialisme sont des conditions nécessaires à la préservation d'un monde habitable, à la guérison de la fracture métabolique et à l'avènement d'un monde équitable, durable et inclusif. Il faut également s'attaquer simultanément aux oppressions et aux discriminations dans les hiérarchies de pouvoir entre les sexes, les races, les ethnies, les castes, les classes et les capacités. Bien que ces oppressions soient généralement antérieures au capitalisme, elles sont attisées par les stratégies du capital dans le cadre d'une campagne visant à diviser et à conquérir, et bon nombre des exploitations imposées par ces oppressions ont été créées ou élaborées par le capital. Parmi les exemples, citons le travail non rémunéré des femmes, les discriminations en matière d'emploi et d'éducation à travers les hiérarchies de race, de caste et de classe, ainsi que l'exclusion des personnes handicapées.

Cependant, les causes de ces oppressions ne peuvent être attribuées uniquement aux exploitations et aux stratégies du capital. Elles ont d'autres racines, souvent bien plus anciennes que le capitalisme. Pour s'attaquer à ces blessures, il faut comprendre comment les oppressions à travers les hiérarchies de pouvoir sont médiatisées. Ces médiations incluent les modes de pensée (et de parole) habituels, ainsi que les formes et pratiques institutionnelles qui normalisent ces oppressions.

Aborder ces hypothèses et ces pratiques dans nos propres vies et dans nos engagements militants implique une réflexivité personnelle, une écoute profonde des différences (en faisant de la place pour le partage d'expériences) et une ouverture au retour d'information. Cela implique d'intégrer la solidarité au-delà des différences dans nos engagements militants, y compris la solidarité dans l'action. L'unité forgée par cette réflexivité et cette solidarité peut considérablement renforcer le mouvement.

Le concept d'intersectionnalité reconnaît les différents axes de différence à travers lesquels l'oppression, l'exploitation et l'exclusion peuvent opérer. Il souligne également comment les modes de pensée et les pratiques associés à la libération sur un axe de différence (par exemple le genre) peuvent néanmoins intégrer les structures d'oppression sur un autre axe (par exemple la race/l'ethnicité).

L'engagement en faveur d'une praxis intersectionnelle est donc un engagement en faveur de la réalisation de la justice sur l'ensemble de ces axes. Comprendre l'accès aux services de santé dans le contexte de la santé sexuelle et reproductive exige de reconnaître les différences d'expérience. Cela se reflète, par exemple, dans les débats sur l'accès aux services de contraception et d'avortement à travers le monde, qui attirent l'attention sur les inégalités d'accès aux soins de santé pour les populations marginalisées et défavorisées. Au cours de l'histoire, le corps reproducteur a été l'un des principaux lieux de négociation capitaliste et de promotion des intérêts de développement de l'État. Les demandes de justice et l'exercice de la solidarité sont donc enracinés dans une contestation directe du paternalisme de l'État et des négociations politiques qui privent les communautés de leurs droits à des soins de santé sûrs et abordables et, plus largement, de leur droit à la vie. Il est impératif de mettre l'accent sur le genre et sur l'intersection d'autres identités à travers des axes sexospécifiques dans toute discussion sur la santé.

L'intersectionnalité n'est pas une invitation à la fragmentation des mouvements populaires avec des groupes identitaires étroitement définis, chacun préoccupé par ses propres luttes. Elle plaide plutôt en faveur de l'intégration de la réflexivité, de l'écoute profonde et de l'ouverture au retour d'information dans tous nos engagements avec des personnes qui sont (ou qui pourraient être) différentes. Il plaide en faveur de la culture de la solidarité dans notre activisme.



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

L'idéologie

La stabilité de l'ordre mondial contemporain dépend du maintien d'un milieu culturel compatible avec l'inégalité économique et l'extractivisme rapace. Cela implique de façonner délibérément la subjectivité des gens (en cultivant l'insécurité, l'individualisme, le matérialisme) et de modeler des normes sociales plus larges sur le bien et le mal (la "fabrication du consentement").

L'un des éléments clés de ce programme est l'illusion que la "démocratie libérale" est en quelque sorte identifiée à la souveraineté du peuple et que ses processus électoraux produisent un gouvernement responsable et représentatif. En réalité, la "démocratie libérale" consacre la liberté du capital *par rapport à la* démocratie. Les décisions d'investissement façonnent l'histoire, mais dans le cadre du capitalisme libéral démocratique, ces décisions sont prises à titre privé et dans l'intérêt du profit privé. Du point de vue du bien-être des personnes et de la planète, la seule justification d'un tel système serait la bienfaisance magique de la "main invisible" des forces du marché, ce qui est une proposition douteuse.

Le néolibéralisme est un cadre idéologique construit autour de la bienfaisance des forces du marché et de l'incitation au profit. Les pauvres ont besoin de revenus plus faibles pour pouvoir travailler ; les riches ont besoin de revenus plus élevés pour pouvoir travailler. La libéralisation du commerce en tant que "bien" fondamental fait partie de ce cadre.

Les institutions qui fabriquent le consentement au capitalisme extractif sont diverses et fonctionnent de différentes manières. Dans de nombreux cas, leur fonction idéologique se greffe sur d'autres objectifs sociaux : éducation, services d'information, divertissement, marketing.

Le défi d'atteindre les personnes qui ont été blessées par l'inégalité ou l'injustice et qui sont attirées par le fascisme, est une capacité critique pour les activistes des mouvements sociaux (et sera un sujet de discussion important lors de la APS5). Ni les cris, ni les arguments rationnels n'ont de résultats positifs. En effet, la marée montante du néofascisme trouve un réconfort dans les joutes oratoires et, dans de nombreux contextes, a complètement renoncé aux faits et à la logique. En écoutant leurs expériences vécues et en faisant preuve d'un engagement en faveur de l'équité et de la justice, on aurait plus de chances de jeter des ponts.

----ooooOOOOoooo----

Chapitre 6. Futurs possibles : implications pour la lutte pour la santé

La stratégie exige de la prévoyance, c'est-à-dire des spéculations éclairées sur la façon dont l'histoire va se dérouler.

Les tendances actuelles en matière d'habitat humain suggèrent :

- les émissions continues, l'extractivisme et la croissance,
- l'accélération du réchauffement,
- de plus en plus de régions deviennent inhabitables,
- l'insécurité alimentaire, les déplacements de population et les conflits,
- le désespoir et les barrières en béton.

Les tendances actuelles de l'économie mondiale vont dans ce sens :

- l'aggravation des inégalités,



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

- l'évaporation continue des bons emplois, l'emploi dépendant de plus en plus de la précarité, de l'exploitation et des bas salaires, et
- l'aggravation de la crise budgétaire et de l'austérité.

Plus largement, en termes de fonctionnement des sociétés, les tendances actuelles suggèrent :

- la sécurisation de la nation et de la classe (murs frontaliers et communautés fermées),
- l'aliénation, le désespoir, le repli sur les chambres d'écho, le chauvinisme, le communautarisme et le fascisme.

Les affaires courantes en géopolitique semblent se poursuivre :

- la poursuite du déclin des États-Unis,
- l'aggravation du conflit entre les États-Unis et la Chine,
- la poursuite des guerres impériales, l'augmentation de la probabilité d'une guerre majeure, et
- la poursuite du détournement des ressources vers les dépenses militaires.

Plus d'espoir

Les scénarios les plus optimistes sont les suivants :

- l'accélération de la dégradation de l'environnement incite la communauté internationale à s'attaquer aux facteurs du réchauffement climatique et de la dégradation de l'environnement ; cette insistance est manifestée par les peuples unis à l'échelle mondiale et par les gouvernements du Sud et, de plus en plus, par les gouvernements du Nord ;
- une pression croissante en faveur d'une réponse mondiale plus équitable au réchauffement climatique, y compris un partage plus juste des coûts d'adaptation, sous l'impulsion des peuples unis à l'échelle mondiale et des gouvernements du Sud ;
- une résistance croissante à la dégradation de l'emploi, menée par les mouvements syndicaux à l'échelle mondiale et soutenant les changements structurels dans la gouvernance économique mondiale ;
- un refus croissant face à l'aggravation des inégalités dans le monde ; une résistance accrue à l'austérité budgétaire face à la richesse obscène des 1 % ;
- le rejet culturel de plus en plus large des réponses chauvines, xénophobes, nationalistes et fascistes à la polycrise ;
- le déclin de l'impérialisme américain et les nouveaux centres de pouvoir géopolitique permettent aux gouvernements du Sud d'exercer une nouvelle influence sur la gouvernance mondiale ; le retour au premier plan du mouvement des non-alignés ; un nouveau monde multipolaire.

Les spéculations sur l'avenir sont pleines d'incertitude ; des tendances et des événements imprévus se produiront. Toutefois, les tendances porteuses d'espoir ne "surgissent" pas d'elles-mêmes ; elles doivent être activement mises en œuvre.

Un nouveau mouvement internationaliste serait un nouvel espace d'espoir. De ce point de vue, le rôle de MPS en tant que mouvement mondial est précieux.

La détermination à changer l'histoire a besoin d'espoir et l'espoir a besoin d'inspiration. Le reste de ce chapitre passe en revue quelques idées qui inspirent : l'écosocialisme, le "Buen Vivir", la décolonialité, les soins de santé primaires et les nouvelles configurations géopolitiques.



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

L'écosocialisme et la planification économique démocratiquement responsable

Les choix d'investissement jouent un rôle fondamental dans la construction de notre avenir. Le contrôle des investissements par le secteur privé, motivé par le profit, n'a pas répondu aux besoins réels des personnes et de la nature et continuera d'échouer. La voracité du capital - la recherche du profit par-dessus tout - est à l'origine du réchauffement climatique, de la perte de biodiversité et de l'aggravation des inégalités.

Le capitalisme est à l'origine de la dégradation de l'environnement et résiste à tout mouvement en faveur de la durabilité écologique. Il est évident que nous avons besoin d'une forme d'écosocialisme ([Hickel 2023](#)), mais quelle forme et quelles voies ?

La démocratie libérale prétend fournir un cadre institutionnel pour la planification et la mise en œuvre d'une réponse rationnelle aux problèmes de société, comme la crise écologique. Cependant, le terme de "démocratie libérale" cache la liberté *de* démocratie accordée aux détenteurs de capitaux ; l'investissement est la manifestation des droits de propriété. Or, les décisions d'investissement sont essentielles pour façonner le développement social et économique. Si nous voulons construire une civilisation mondiale qui vive dans les limites de notre planète, les décisions d'investissement doivent être soumises à une planification démocratiquement responsable, une planification économique.

Les modèles historiques de socialisme n'ont pas tenu compte des limites planétaires de la croissance. En effet, l'externalisation des coûts de production vers l'environnement était une caractéristique majeure du socialisme en Union soviétique.

L'écosocialisme devra rester dans les limites de la planète. Les dépenses de consommation dans le cadre de l'écosocialisme seront subordonnées à une culture plus large du bien-vivre. Le bien-vivre sera progressivement dissocié de la consommation matérielle, mais les gens auront toujours besoin de nourriture, de vêtements, d'éclairage, de chauffage et de transport. En particulier, les communautés qui ont été appauvries par le capitalisme auront besoin d'une augmentation des ressources pour la consommation. La bonne vie fera place aux activités créatives, à la camaraderie, à la production alimentaire locale et à de nombreuses autres valeurs non matérielles.

Les dépenses d'investissement et l'accumulation de ressources pour de telles dépenses resteront une caractéristique de toute économie future. Les communautés qui ont été appauvries et exclues sous le capitalisme ont droit à des maisons, des hôpitaux, des écoles et des routes et revendiqueront ces droits sous l'écosocialisme. Dans le monde riche également, il sera toujours nécessaire d'effectuer des dépenses d'investissement, dans le cadre d'une culture du bien-vivre, y compris, par exemple, la restructuration des systèmes énergétiques pour atténuer le réchauffement de la planète.

Les ressources nécessaires aux dépenses d'investissement peuvent être accumulées de différentes manières, notamment par le biais d'un excédent généré par la production et le commerce, ainsi que par la fiscalité. Ce qui importe, c'est que la génération de ce surplus n'est pas le moteur de l'économie ; c'est plutôt la nécessité de ces investissements qui stimule l'accumulation, dans le contexte de limites fermes de l'empreinte écologique globale de l'humanité.

Le rejet des prétentions de la "démocratie libérale" ne doit pas signifier l'abandon des principes d'une politique responsable, transparente et consensuelle. Une telle politique sera essentielle pour construire l'écosocialisme, corriger les inégalités, cultiver le bien-vivre plutôt que de maximiser la consommation, et valoriser les droits des insectes, des forêts et des récifs coralliens. Bref, un nouveau type de démocratie. Quel type de démocratie ?



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

Nous ne pouvons pas être trop directifs sur la forme que prendra l'écosocialisme et sur la manière dont les principes de la politique démocratique seront exprimés dans différentes cultures et à différentes époques. Il devrait suffire pour l'instant d'identifier les grandes lignes de ces scénarios et d'y travailler, tout en laissant les détails être élaborés dans le contexte des transformations nécessaires.

"Buen Vivir"

Le concept de "Buen Vivir" a eu un impact majeur sur la pensée progressiste en Amérique latine. Breilh⁶ a fourni une riche introduction pour les lecteurs anglais, centrée sur le "bien-être" :

Le bien-être désigne en fait l'incarnation culturelle et spirituelle d'une reproduction sociale matérielle et saine. En ce sens, il s'agit d'une composante importante de la santé dans le paradigme de l'épidémiologie critique. Le bien-être implique donc à la fois une incarnation matérielle de modes et de styles de vie protecteurs, favorables, responsabilisants, sûrs, satisfaisants et sains - qui surmontent avec succès les éléments contradictoires des modes de vie destructeurs, minants, aliénants et malsains - et une incarnation subjective, culturelle et spirituelle proactive qui découle de la satisfaction liée à des activités collectives et personnelles sûres, gratifiantes, agréables et créatives.

Breilh reconnaît la contribution des traditions indigènes à l'appréciation croissante du "Buen Vivir" :

Les sociétés latino-américaines avec une forte présence de cultures indigènes offrent quelques raisons d'être optimistes. Un paradigme critique, académique et émancipateur lié à la société, à la vie et à la santé peut facilement s'harmoniser avec la philosophie et les principes du savoir des peuples autochtones, leur façon harmonieuse et écosensible d'être en relation avec Mère Nature, et leur éthique communautaire qui remplace la compétitivité par le partage et l'approvisionnement mutuel.

[Bobatto et al.](#), s'exprimant du point de vue de MPS en Amérique latine (MPS-LA), décrivent la cosmovision indigène (cosmomiento) qui a inspiré et informé l'adoption sociale et politique plus large du "Buen Vivir".

Dans chacune des cultures, une cosmogonie est produite par la relation entre l'homme et la nature. C'est la manière dont les êtres humains se représentent l'origine du monde, leur place dans le cosmos, leur conception de l'univers, le sens du passage humain qui crée une image du monde qu'une société se donne à elle-même comme résultat des connaissances les plus variées, du "cosmomiento", des traditions et des intuitions. Le "cosmomiento" est un mot proposé lors du troisième sommet continental des peuples indigènes d'Abya Yala [les Amériques] et fait référence au fait qu'il ne s'agit pas seulement de la connaissance de l'être humain, qui, dans la culture anthropocentrique, est associée au pouvoir et au prestige social, mais aussi de la connaissance de tous les êtres visibles et invisibles, organiques et non organiques, organiques, tangibles et intangibles.

La sagesse ancestrale, issue de la profondeur des visions du monde des peuples qui ont toujours habité notre AbyaYala, nous rappelle qu'il existe d'autres façons de sentir et de vivre la vie, que nous appartenons à une force qui nous est supérieure et qui, en même temps, nous constitue.

⁶. Breilh, Jaime. *Critical Epidemiology and the People's Health (Épidémiologie critique et santé publique)*. Édité par Nancy Krieger. Oxford : Oxford University Press, 2021.



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

[...]

En tant que membres du MPS-LA, nous sommes convaincus que le "Buen Vivir" est le moyen de sortir de ce système prédateur. C'est la seule alternative au modèle capitaliste colonial, à la modernité, au développement et à l'extractivisme. Le bien-vivre millénaire peut sauver la planète, les visions du monde émancipatrices des peuples indigènes sont revitalisées, reconstituées et peuvent être à la base des projets politiques des peuples après 521 ans de résistance. Nous allons vers la libre autodétermination et l'autonomie des peuples et sur ce chemin, notre Mouvement cherche à contribuer à la construction de la Souveraineté Sanitaire de nos peuples.

Ces dernières années, le bien-vivre a été présenté comme un important courant de réflexion en Amérique latine. Il implique un changement profond du modèle civilisationnel actuel.

L'idée du "Buen Vivir" a eu un large impact, au-delà de l'Amérique latine.

D'autres cultures indigènes et traditionnelles contribuent également à nous sortir de ce système prédateur. Dans les cultures indigènes d'Australie, les savoirs traditionnels sont véhiculés par des récits mais, à la différence de la tradition des Lumières, il s'agit de savoirs qui englobent la moralité et l'action ainsi que l'histoire, la science, la géographie et l'astronomie. La "tradition des Lumières" imagine la connaissance comme la description d'une réalité supposée (dépouillée de moralité parce qu'elle est "objective") et sans espace pour le sujet qui sait ou pour l'agence (le sujet qui agit). Les connaissances des Lumières se situent en dehors du "monde réel" parce qu'elles en sont une description. Alors, où se situent-elles ? Sur la lune ? L'académie est-elle également en dehors du monde réel ?

Ces modes de connaissance ne sont pas nécessairement en opposition, mais si les récits d'origine peuvent s'adapter aux connaissances scientifiques, les connaissances réductionnistes n'ont pas de place pour l'éthique, la subjectivité ou l'action.

Les connaissances culturelles issues d'autres traditions élargissent également le champ de l'action culturelle, notamment la pensée féministe contemporaine qui a cherché à intégrer l'anticolonialisme du féminisme du tiers-monde aux idées antipatriarcales du féminisme de la "deuxième vague".

Il est nécessaire de lutter contre la discrimination fondée sur le sexe, le racisme, le handicap et d'autres formes de discrimination sur la base des droits de l'homme, de la justice et de la solidarité. Toutefois, cela fait également partie de la remise en question du capitalisme, car cela affaiblit le pouvoir des stratégies visant à diviser pour mieux régner. Dans les cultures où la diversité ethnique et de genre est valorisée, les discours de haine et la xénophobie ont une portée plus limitée.

Décolonialité

La décolonisation ne consiste pas seulement à remplacer les structures du régime colonial par de nouvelles institutions de gouvernance représentative. Les résidus de la présence coloniale persistent dans les institutions de l'éducation, des services publics, des services et du commerce, ainsi que dans nos esprits.

L'expérience de la colonisation européenne laisse derrière elle des hypothèses sur les personnes dans le monde (l'homme blanc au centre) et sur la nature de la connaissance (une représentation d'une réalité singulière). L'anthropocentrisme de l'héritage colonial contribue à la persistance d'une orientation extractiviste. La vision réaliste et représentative de la connaissance est incapable de



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

percevoir les différents sujets qui s'expriment dans des connaissances différentes et d'entendre que les anciens maîtres coloniaux parlent encore.

La décolonialité remet en question la vision anthropocentrique de l'humanité dans sa relation avec la nature et cherche à faire de la place pour la souveraineté des rivières, du plancton et des insectes. La décolonialité remet en question l'épistémologie de la vérité représentative et reconnaît la présence du sujet dans différents savoirs, ainsi que le pluralisme des savoirs correspondant à l'expérience vécue des connaisseurs.

Soins de santé primaires

La déclaration d'Alma-Ata sur les soins de santé primaires reste une source d'inspiration pour les travailleurs de la santé progressistes. L'article 3 de la déclaration cite l'appel à une ONIE et, ce faisant, situe la lutte pour la santé dans le contexte de l'économie et de la politique mondiales.

La déclaration fournit des conseils pratiques aux professionnels de la santé sur l'importance de l'accès aux soins de santé primaires et sur la nécessité d'agir sur les conditions qui déterminent la santé de la communauté. Elle invite les professionnels de la santé à se considérer comme travaillant en partenariat avec leurs communautés, à ne pas se contenter de fournir des services médicaux, mais à collaborer pour renforcer les soins de santé et à s'engager ensemble dans la création de communautés en bonne santé.

L'importance d'Alma-Ata dans la promotion de ce partenariat communautaire en matière de santé souligne la nécessité d'affronter les forces politiques qui cherchent à commercialiser et à privatiser les soins de santé. La campagne de la Banque mondiale et de l'OMS sur la "couverture sanitaire universelle", qui sert de couverture au projet de commercialisation et de privatisation des soins de santé, est particulièrement préoccupante.

Il reste de la place pour développer le récit des soins de santé primaires, notamment en intégrant les idées de l'écosocialisme et du "Buen Vivir" dans la lutte en cours pour atteindre la santé pour tous.

Nouvelles configurations géopolitiques

Les structures de pouvoir de l'impérialisme et du capitalisme transnational sont remises en question par les gouvernements du Sud, y compris les nouvelles alliances et les nouvelles possibilités dans les espaces entre les États-Unis et la Chine.

Les nouvelles alliances entre les gouvernements du Sud ont des raisons d'être optimistes (voir la discussion sur le [nouveau monde multipolaire](#), ci-dessus). Toutefois, l'expérience de l'OING de 1974 laisse entrevoir certains risques et certaines conditions de réussite.

La solidarité intergouvernementale exprimée dans l'élan en faveur de l'ONEM n'a pas été facile à atteindre et a nécessité de longues négociations pour traiter les intérêts divergents des différents blocs au sein du Mouvement des non-alignés. Les alliances contemporaines doivent également tenir compte de perspectives différentes. (Par exemple, les intérêts du groupe de Cairns des exportateurs de produits agricoles (qui comprend plusieurs pays en développement) ne s'alignent pas complètement sur les intérêts des pays en développement qui ont besoin de protéger leur agriculture nationale).

Le contraste entre les orientations politiques progressistes proposées par les gouvernements participants et les politiques nationales autoritaires de certains de ces gouvernements constitue une deuxième leçon tirée de la NOEI. Si la transformation mondiale en perspective doit aller au-delà d'un



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

"espace" pour les pays en développement dans un régime de mondialisation néolibérale, les orientations politiques nécessaires (qui incluent une évolution vers l'écossocialisme) devront être associées à une puissante convergence de mouvements sociaux et politiques, défendant les conditions de vie et leurs divers héritages culturels et environnementaux, qui peuvent pousser des gouvernements démocratiquement responsables à dépasser les objectifs de "l'espace".

---ooooO000Ooooo---

Chapitre 7. L'action du MPS : affronter le capitalisme et l'impérialisme

Ce dernier chapitre passe en revue certaines des hypothèses, stratégies et formes d'action impliquées dans la confrontation avec les forces et la dynamique du capitalisme transnational.

Notre point de départ est le MPS au sein d'un spectre de mouvements politiques et sociaux confrontant le capitalisme et l'impérialisme. Les tâches essentielles consistent à construire une convergence des mouvements sociaux et politiques basée sur la solidarité et la reconnaissance d'une cause commune, et à approfondir les alliances stratégiques avec les gouvernements progressistes à travers le Sud global.

Action culturelle et politique directe

L'action culturelle (commoning, vivre différemment) consiste à résister à la marchandisation, à l'aliénation et à la dégradation de l'environnement dans nos propres vies et dans nos communautés. Elle inclut l'action directe (culturelle et politique) pour confronter les escrocs des entreprises et de la politique. Elle implique de vivre différemment et de se réapproprier les biens communs.

Une action culturelle est nécessaire pour restaurer et maintenir l'espoir, pour renforcer la foi dans le pouvoir potentiel du "peuple uni" et pour créer l'engagement communautaire et la résilience nécessaires pour défier et résister au retour de bâton du capital.

L'action culturelle en faveur de la santé s'inspirera des idées de la décolonialité et des principes du "Buen Vivir".

Plaidoyer politique visant l'action du gouvernement

Les stratégies visant à modifier le système peuvent se concentrer sur la défense des politiques en vue d'une action gouvernementale *et/ou d'une* action culturelle et politique directe.

L'action gouvernementale est nécessaire pour parvenir à un changement structurel à grande échelle, aux niveaux local, national et international. Toutefois, l'efficacité de la défense des politiques pour obtenir des changements dépend de l'intégrité, de la responsabilité et de la responsabilité démocratique du gouvernement.

Dans le cadre de la mondialisation néolibérale, la capacité des gouvernements à servir la population et à protéger la Terre nourricière est limitée :

- le manque de contrôle sur les investissements,
- le pouvoir politique des grandes entreprises (dons de campagne, pots-de-vin, portes tournantes),
- le pouvoir élargi du capital par le biais du "sentiment du marché", et



Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

- la menace d'une intervention impériale (sanctions financières, déstabilisation secrète, action militaire).

Si l'action gouvernementale n'est pas démocratiquement responsable, elle ne pourra pas surmonter ces sources de résistance. La création de mouvements sociaux et politiques, enracinés dans leurs communautés, qui peuvent imposer une telle responsabilité implique une action culturelle directe ainsi qu'une action politique.

Solidarité et convergence

L'action des citoyens s'exprime dans les mouvements sociaux et politiques. Le Mouvement Populaire pour la Santé fait partie de l'un de ces mouvements ; il s'agit du mouvement de la Santé pour tous. Au cours des 24 dernières années, le MPS a œuvré de diverses manières à la mise en place de réseaux dans le cadre de ce vaste mouvement mondial de la santé pour tous.

La lutte pour la santé se déroule à côté de nombreuses autres luttes portant sur des priorités différentes dans des contextes différents, même si, à bien des égards, les circonstances sous-jacentes sont encadrées par les mêmes structures profondes. Cependant, alors que chacun de ces mouvements poursuit ses propres objectifs et stratégies, sans collaboration entre les mouvements, les structures sous-jacentes, y compris le capitalisme transnational, ne sont pas remises en question.

La coordination des voix des personnes à travers ces différents mouvements nécessite des voies de convergence ; convergence à travers le mouvement syndical, le mouvement pour la justice entre les sexes, le mouvement environnemental, le mouvement agroécologique et pour la souveraineté alimentaire, divers mouvements de libération nationale et leurs mouvements de solidarité affiliés. La convergence appelle à une écoute profonde au-delà des différences, à la solidarité là où d'autres souffrent et à la reconnaissance des structures communes d'oppression et de dégradation.

Les utilisations de l'"identité" sont généralement structurées autour d'axes particuliers d'oppression ou de discrimination (sexe, appartenance ethnique, capacités, etc.). Ces oppressions doivent être combattues, mais nous devons aller au-delà des multiples luttes séparées pour la libération.

La notion d'intersectionnalité met en évidence les multiples identités qui coexistent en chacun de nous et le rôle du contexte dans la mise en évidence ou la non-reconnaissance des différentes identités. Dans un mouvement social tel que PHM, le patriarcat, les stéréotypes ethniques, l'hétéronormativité et le capacitisme peuvent tous introduire des discriminations non réfléchies dans notre collaboration. L'ouverture au retour d'information et l'approfondissement de la solidarité par l'écoute au-delà des différences sont des ressources essentielles à la construction du mouvement.

Nous devons également reconnaître le rôle que joue le capitalisme dans la reproduction de ces oppressions distinctes. Les luttes identitaires spécifiques doivent être contextualisées dans le cadre d'une analyse plus large du capitalisme, y compris une analyse de classe. Tous les axes de l'oppression doivent être abordés ; une politique de l'amour et des droits est essentielle pour construire la solidarité et la convergence nécessaires pour renverser le capitalisme.

Donner la priorité à nos liens avec la communauté

Les messages de MPS et notre force politique dépendent des liens étroits que nous entretenons avec les communautés dont nous cherchons à promouvoir les besoins et dont nous dépendons pour nous faire entendre.

Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

Nous devons continuer à construire le MPS à partir de la base, en donnant la priorité à notre travail aux niveaux national et régional. Le plan stratégique de MPS (2020-2025) engage nos programmes mondiaux et nos cercles thématiques à réorienter leur organisation et leurs activités pour s'engager plus étroitement avec les militants de MPS (et les militants potentiels) travaillant dans les cercles nationaux et régionaux.

Le projet de convergence des mouvements commence également aux niveaux national et régional. Il s'agit d'établir des partenariats avec les mouvements politiques et sociaux qui sont largement alignés sur les orientations de PHM, de développer la communication et les échanges avec ces alliés (et les alliés potentiels).

En Amérique latine, par exemple, MPS a construit et consolidé de nouvelles alliances avec une série de réseaux, dont le Mouvement agroécologique latino-américain (MAELA), le Mouvement des économies sociales et solidaires, La Via Campesina, la Campagne pour un curriculum global, l'Université "Buen Vivir", le Forum de Sao Paulo et bien d'autres encore.

Le principe macro-micro

Ce document a été préparé en mettant l'accent sur la lutte contre le capitalisme dans le cadre de la lutte pour la santé. Il s'agit d'un document d'ensemble, mais il ne doit en aucun cas être considéré comme une alternative à la myriade de problèmes locaux et immédiats auxquels les communautés sont confrontées, notamment l'accès aux soins de santé et la détermination sociale de la santé de la population.

Le défi des activistes est d'aborder les questions locales et immédiates de manière à traiter également les questions macro et structurelles à plus long terme. La concrétisation de cette idée dépendra des circonstances locales, mais elle impliquera de rassembler les récits qui parlent de ces relations macro-micro.

Révolution, incertitude et action

Par le passé, la lutte révolutionnaire était considérée comme la principale voie vers les profonds changements sociaux et politiques nécessaires pour remplacer le capitalisme. C'est encore le cas dans de nombreux contextes, mais les possibilités de transformation révolutionnaire à l'échelle mondiale à l'ère de la mondialisation néolibérale impérialiste transnationale semblent plus incertaines.

Cependant, les affaires politiques et l'histoire sont généralement imprévisibles. En période chaotique, de petites perturbations peuvent conduire des systèmes complexes au-delà de la stabilité.

Le cinquième Assemblée populaire pour la santé offre à notre mouvement la possibilité d'explorer et d'aborder les questions soulevées dans le présent document. Sur la base de cet engagement, nous élaborerons un appel à l'action qui fournira des orientations générales pour l'activisme des MPS dans le monde entier. Notre monde traverse une crise profonde ; il est essentiel de comprendre les causes profondes de cette crise pour déterminer les mesures à prendre afin de rétablir l'équilibre de notre monde.

La santé pour tous maintenant ! reste notre appel et nous travaillerons sans relâche pour atteindre cet objectif.